

Plan ministériel 2025 à 2026

Services publics et Approvisionnement Canada



L'honorable Joël Lightbound, C.P., député
Ministre de la Transformation du gouvernement, des
Travaux publics et de l'Approvisionnement



Numéro de catalogue : P1-33F-PDF

ISSN : 2371-8854

Plan ministériel de Services publics et Approvisionnement Canada pour l'exercice 2025 à 2026 en un coup d'œil

Un plan ministériel décrit les priorités, les plans et les coûts associés d'un ministère pour les 3 prochains exercices.

- [Vision, mission, raison d'être et contexte opérationnel](#)

Principales priorités

Dans son rôle de fournisseur de services communs, Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) est bien placé pour contribuer à faire progresser les priorités en 2025 à 2026 décrites ci-dessous.

Modernisation de l'approvisionnement

- poursuivre la modernisation des pratiques d'approvisionnement afin de rationaliser la passation de contrats, ce qui contribuera à la simplification, à l'ouverture et à la transparence du processus d'approvisionnement et permettra d'assurer le meilleur rapport qualité-prix pour les Canadiens et Canadiennes et de multiplier les débouchés pour les fournisseurs issus de groupes sous-représentés;
- ajouter un nouveau « portail » des acheteurs sur le site Web AchatsCanada afin de simplifier, de moderniser et de centraliser les politiques d'approvisionnement et les documents d'orientation de SPAC, tout en mettant en œuvre un processus plus rapide pour l'adoption des politiques.

Prestation de services

- collaborer avec les partenaires et les ministères de l'ensemble du gouvernement pour fournir les services de grande qualité que les fonctionnaires et les Canadiens et Canadiennes attendent et méritent ainsi que prendre les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes de paye des fonctionnaires et faire évoluer la nouvelle solution de ressources humaines (RH) et de paye;
- assurer la bonne gestion financière et l'intégrité des données du programme des pensions pour améliorer l'efficacité du programme et le service à la clientèle;
- remplacer les anciennes technologies par des technologies modernes et novatrices pour améliorer le service à la clientèle et le soutien apporté au gouvernement du Canada et aux Canadiens et Canadiennes.

Régime de soins dentaires

- continuer à travailler étroitement avec des partenaires clés à la mise en œuvre du Régime canadien de soins dentaires.

Faits saillants

En 2025 à 2026, les dépenses totales prévues (y compris les services internes) pour SPAC sont de **7 262 901 604\$** et le nombre total d'équivalents temps plein prévus (y compris pour les services internes) est de **19 417**. Pour obtenir des renseignements exhaustifs sur les montants totaux prévus pour les dépenses et les ressources humaines de SPAC, consultez la section [Dépenses et ressources humaines prévues](#) du plan complet.

Un résumé des réalisations prévues pour le ministère en 2025 à 2026 selon son Cadre ministériel des résultats approuvé est présenté ci-dessous. Un Cadre ministériel des résultats comprend les responsabilités essentielles d'une organisation, les résultats qu'elle prévoit atteindre et les indicateurs de rendement permettant de mesurer les progrès réalisés en vue d'obtenir ces résultats.

Responsabilité essentielle 1 : Achats de biens et services

Dépenses prévues : 187 050 746 \$

Ressources humaines prévues : 2 371 équivalents temps plein (ETP)

Résultats ministériels

- les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun et au meilleur rapport qualité-prix
- les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs
- les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada

En 2025 à 2026, SPAC :

- poursuivra l'amélioration des mécanismes d'approvisionnement en services professionnels en obligeant les fournisseurs à accroître la transparence sur les prix et les sous-traitants, en renforçant les critères d'évaluation et en améliorant sa fonction de remise en question pour favoriser la concurrence;
- fera progresser sa transformation numérique, qui consiste à instaurer une plateforme d'approvisionnement électronique infonuagique, à développer les capacités de la Solution d'achats électroniques et à poursuivre la mise hors service des anciens systèmes d'approvisionnement en place;
- continuera à appuyer la politique de défense renouvelée du Canada et la Stratégie nationale de construction navale, et à collaborer avec d'autres ministères et l'industrie pour améliorer la sécurité des chaînes d'approvisionnement canadiennes;
- accroîtra la diversité des fournisseurs dans les processus de marchés publics, mettra en évidence d'autres possibilités favorisant l'atteinte de l'objectif d'attribuer au moins 5 % de la valeur totale des contrats à des entreprises autochtones chaque année et continuera à modifier

l'utilisation de la garantie financière dans les contrats de construction du ministère pour multiplier les débouchés pour les entreprises autochtones;

- instaurera une politique d'approvisionnement éthique visant à protéger les chaînes d'approvisionnement fédérales contre la traite des êtres humains, le travail forcé et le travail des enfants, à faciliter l'obtention de résultats positifs dans les endroits où se produisent des violations des droits de la personne et à promouvoir l'exercice d'une diligence raisonnable en matière de droits de la personne et une conduite responsable des entreprises;
- collaborera avec les parties intéressées internes et externes pour assurer la poursuite du déploiement des politiques environnementales, établir des critères d'approvisionnement pour les biens et services environnementaux et faire avancer la conception d'outils, d'orientations et d'initiatives pour faciliter la prise de décisions en matière d'approvisionnement en produits écologiques et technologies propres;
- continuera à travailler avec les partenaires gouvernementaux à la mise en œuvre de politiques d'approvisionnement réciproque afin de garantir des perspectives d'approvisionnement équilibrées auprès des partenaires commerciaux du Canada et d'améliorer le soutien apporté aux entreprises canadiennes, y compris les petites et moyennes entreprises (PME).

De plus amples renseignements sur [l'achat de biens et services](#) peuvent être trouvés dans le plan ministériel complet.

Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité

Dépenses prévues : 1 109 124 404 \$

Ressources humaines prévues : 6 315 ETP

Résultats ministériels

- les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace
- les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte
- en collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux
- les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada

En 2025 à 2026, SPAC :

- continuera à administrer la paye et les avantages sociaux et à en assurer le versement exact et rapide pour tous les fonctionnaires, en collaboration avec les ministères du gouvernement, en augmentant la conformité avec les normes de service, en progressant dans la résolution des problèmes de paye des clients du Centre des services de paye de la fonction publique et en faisant évoluer la nouvelle solution de RH et de paye;
- continuera de livrer des produits et services rapides, de grande qualité et axés sur le client à plus d'un million de participants actifs et retraités au régime de pension et mettra en œuvre des méthodes et des technologies novatrices afin de moderniser la prestation des services de pension.

De plus amples renseignements sur [paiements et comptabilité](#) peuvent être trouvés dans le plan ministériel complet.

Responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructure

Dépenses prévues : 5 384 718 661 \$

Ressources humaines prévues : 4 672 ETP

Résultats ministériels

- les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix

- les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada

En 2025 à 2026, SPAC :

- fera progresser le Plan de réduction du portefeuille de locaux à bureaux du gouvernement du Canada en redimensionnant son portefeuille de locaux à bureaux, en optimisant les lieux de travail des fonctionnaires fédéraux, en accélérant la résiliation des baux et en aliénant les biens fédéraux sous-utilisés, y compris ceux ayant un potentiel pour le logement;
- fera la promotion de la durabilité dans les activités d'écologisation du gouvernement et les stratégies d'atténuation aux changements climatiques et d'adaptation à leurs effets pour les biens immobiliers et les infrastructures de SPAC;
- continuera à améliorer les passages dans la région de la capitale nationale (RCN) afin d'assurer la santé et la sécurité des usagers et à faire progresser les évaluations et la planification associées à un passage supplémentaire;
- fera avancer la réhabilitation de la Cité parlementaire par le biais de la vision et du plan à long terme;
- poursuivra la mise en œuvre de la stratégie de Laboratoires Canada en vue de fournir aux scientifiques fédéraux des installations scientifiques et technologiques de pointe, collaboratives, accessibles et durables.

De plus amples renseignements sur [biens et infrastructure](#) peuvent être trouvés dans le plan ministériel complet.

Responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement

Dépenses prévues : 192 421 726 \$

Ressources humaines prévues : 2 567 ETP

Résultats ministériels

- les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité
- le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée
- les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens

En 2025 à 2026, SPAC :

- s'adaptera au rythme rapide de la transformation numérique dans les services linguistiques en tirant profit de l'intelligence artificielle (IA) dans le processus de traduction;
- collaborera avec des partenaires clés afin d'augmenter la capacité d'interprétation en langues officielles et autochtones;
- modernisera les services et les outils afin d'améliorer le service à la clientèle et continuera à améliorer les services de gestion des cas et d'information pangouvernementaux;
- fournira des environnements numériques et cybersécurisés, augmentera la capacité de traitement de l'information et intégrera des outils modernes à l'appui de la Stratégie numérique et de l'Ambition numérique du gouvernement du Canada;
- renforcera le Bureau de l'intégrité et de la conformité des fournisseurs pour assurer que le gouvernement du Canada ne fasse pas affaire avec des fournisseurs qui suscitent des préoccupations;
- développera et déploiera des outils et des processus pour renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement et atténuer davantage les risques de menace au sein du système d'approvisionnement fédéral;
- renforcera le Programme de sécurité des contrats et le Programme des marchandises contrôlées afin de répondre à un contexte de menace externe en évolution et d'encourager de nouveaux partenariats avec l'industrie pour la protection de renseignements et des actifs sensibles et stratégiques.

De plus amples renseignements sur [soutien à l'échelle du gouvernement](#) peuvent être trouvés dans le plan ministériel complet.

Responsabilité essentielle 5 : Ombud de l'approvisionnement

Dépenses prévues : 4 534 537 \$

Ressources humaines prévues : 34 ETP

Résultats ministériels

- sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements
- les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends
- les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales

Tout en demeurant indépendant des organisations fédérales, y compris de SPAC, le Bureau de l'Ombud de l'approvisionnement réalisera ce qui suit en 2025 à 2026 :

- examinera les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales afin d'encourager l'équité, l'ouverture et la transparence;
- examinera les plaintes des fournisseurs canadiens et fera des recommandations de compensation, le cas échéant;
- fournira d'autres formes de services de règlement des différends permettant aux fournisseurs et aux organisations fédérales de se réunir dans un cadre neutre pour régler des différends contractuels, préserver les relations d'affaires et éviter les litiges coûteux;
- communiquera les informations relatives à l'approvisionnement aux organisations fédérales et aux fournisseurs canadiens pour favoriser la simplification, la transparence et la diversification des processus d'approvisionnement fédéraux.

De plus amples renseignements sur [l'Ombud de l'approvisionnement](#) peuvent être trouvés dans le plan ministériel complet.

Plan ministériel 2025 à 2026 de Services publics et Approvisionnement Canada

Sur cette page

- [De la part du ministre](#)
- [Plans pour assurer les responsabilités essentielles et les services internes](#)
 - [Responsabilité essentielle 1 : Achat de biens et de services](#)
 - [Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité](#)
 - [Responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructure](#)
 - [Responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement](#)
 - [Responsabilité essentielle 5 : Ombud de l'approvisionnement](#)
 - [Services internes](#)
- [Dépenses et ressources humaines prévues](#)
 - [Dépenses](#)
 - [Financement](#)
 - [État condensé prospectif des opérations](#)
 - [Ressources humaines](#)
- [Renseignements ministériels](#)
- [Tableaux de renseignements supplémentaires](#)
- [Dépenses fiscales fédérales](#)
- [Définitions](#)

De la part du ministre



L'honorable Joël Lightbound, C.P., député

Ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement

J'ai le plaisir de présenter le Plan ministériel 2025 à 2026 de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), qui énonce les mesures qu'entend prendre le ministère pour s'acquitter de son vaste mandat : servir les Canadiens et Canadiennes et soutenir le gouvernement du Canada.

SPAC fait office d'acheteur central, d'autorité linguistique, de gestionnaire des biens immobiliers, de trésorier, de comptable, de conseiller en intégrité et d'administrateur des salaires et des pensions pour les ministères et organismes fédéraux.

Le ministère a un rôle central à jouer pour soutenir le plan du gouvernement visant à renforcer et à diversifier l'économie canadienne. En sa qualité d'acheteur central pour le gouvernement du Canada, le ministère poursuivra la modernisation et la simplification de ses processus d'approvisionnement tout en maintenant son engagement envers l'éthique et la durabilité. Par ailleurs, SPAC renforcera ses efforts de détection des fraudes et de lutte contre les actes répréhensibles dans le système d'approvisionnement fédéral. Le ministère travaillera avec d'autres ministères et organismes à l'amélioration des mesures de surveillance, surtout en ce qui concerne la documentation des exigences et la prise de décisions sur l'acquisition de services professionnels.

Parallèlement, le ministère continuera à travailler avec acharnement pour fournir aux membres des Forces armées canadiennes et de la Garde côtière canadienne l'équipement dont ils ont besoin pour maintenir leur capacité opérationnelle actuelle et future. La Stratégie nationale de construction navale reste une priorité pour SPAC. Les travaux à cet égard continueront à contribuer à la revitalisation du secteur de la construction navale canadienne tout en fournissant à la Marine royale canadienne et à la Garde côtière canadienne les navires modernes dont elles ont besoin.

SPAC s'engage à veiller, en collaboration avec les ministères et agences du gouvernement, à ce que les fonctionnaires soient payés correctement et à temps. Tout en poursuivant le traitement des transactions en suspens, SPAC continuera de mettre à l'essai un nouveau système de paye et de RH à l'échelle de la fonction publique.

Des travaux importants continueront également avec les grands partenaires pour mettre en place le Régime canadien de soins dentaires. La participation devrait augmenter, car tous les Canadiens admissibles auront la possibilité de s'inscrire au régime en 2025.

De plus, SPAC renouvellera son engagement ferme envers la réconciliation, notamment en augmentant l'inclusion et la participation des Autochtones au processus d'approvisionnement fédéraux. Le ministère continuera également à favoriser la diversité et l'inclusion dans tous ses secteurs d'activité et contribuera à la mise en œuvre de la *Loi canadienne sur l'accessibilité* dès que son plan sur l'accessibilité triennal se concrétisera.

Par ailleurs, SPAC continuera à contribuer activement au déploiement de la Stratégie pour un gouvernement vert et à faire progresser les initiatives d'écologisation en intégrant systématiquement la durabilité dans ses opérations quotidiennes et ses décisions d'investissement.

Finalement, par l'intermédiaire du Bureau de la traduction, le ministère continuera de s'adapter au rythme rapide de la transformation numérique des services linguistiques par l'application de l'intelligence artificielle au processus de traduction. Signalons aussi qu'il collaborera avec les principaux partenaires au développement des capacités d'interprétation en langues officielles et autochtones.

Ce ne sont là que quelques-uns des projets de SPAC prévus pour l'exercice 2025 à 2026. Je me réjouis à la perspective de travailler avec les fonctionnaires dévoués de SPAC pour stimuler la croissance économique du Canada en ce moment important de notre histoire.

L'honorable Joël Lightbound, C.P., député

Ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement

Plans pour assurer les responsabilités essentielles et les services internes

Responsabilités essentielles et services internes

- [Responsabilité essentielle 1 : Achat de biens et services](#)
- [Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité](#)
- [Responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructure](#)
- [Responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement](#)
- [Responsabilité essentielle 5 : Ombud de l'approvisionnement](#)
- [Services internes](#)

Responsabilité essentielle 1 : Achat de biens et services

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Indicateurs, résultats et cibles](#)
- [Plans visant à atteindre les cibles](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources prévues pour atteindre les résultats](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)
- [Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière](#)

Description

SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux domaines suivants du [Cadre de qualité de vie pour le Canada](#) :

- au domaine « Prospérité » et aux indicateurs « Productivité » et « Croissance des entreprises », en soutenant les PME et en faisant augmenter la participation des groupes sous-représentés aux processus de marchés publics, y compris les entreprises autochtones;
- au domaine « Saine gouvernance » et à l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions publiques », par la tenue d'activités visant à augmenter l'efficacité et la compétitivité des processus d'approvisionnement ainsi que la satisfaction de la clientèle à cet égard;
- au domaine « Environnement » et à l'indicateur « Émissions de gaz à effet de serre », en augmentant le nombre de véhicules zéro émission qu'il y a lieu d'acquérir au moyen des méthodes d'approvisionnement de SPAC.

Indicateurs, résultats et cibles

Cette section fait état des indicateurs du ministère, des résultats réels des trois derniers exercices, des cibles et des dates limites approuvés pour 2025 à 2026 concernant la responsabilité essentielle achat de biens et de services. Les renseignements sont présentés par résultat ministériel.

Tableau 1 : Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix

Tableau 1 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour achat de biens et services.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services d'approvisionnement de SPAC	2021 à 2022 : 87 % 2022 à 2023 : 80 % 2023 à 2024 : 80 %	Au moins 80 %	31 mars 2026
Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 1 (de base) attribués dans les délais prescrits	2021 à 2022 : 75 % 2022 à 2023 : 64 % 2023 à 2024 : 58 %	Au moins 85 %	31 mars 2026
Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 2 (normal) attribués dans les délais prescrits	2021 à 2022 : 78 % 2022 à 2023 : 75 % 2023 à 2024 : 66 %	Au moins 80 %	31 mars 2026
Coût des services d'approvisionnement par 100 \$ de contrat	2021 à 2022 : 1,33 \$ 2022 à 2023 : 1,23 \$ 2023 à 2024 : 1,19 \$	Au plus 1,75 \$	31 mars 2026
Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels par rapport aux contrats à fournisseur unique	2021 à 2022 : 79 % 2022 à 2023 : 80 % 2023 à 2024 : 79 %	Au moins 80 %	31 mars 2026
Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels complexes pour lesquels au moins deux soumissions satisfaisantes ont été reçues (niveaux 3 à 5)	2021 à 2022 : Sans objet ¹ 2022 à 2023 : 67 % 2023 à 2024 : 56 %	Au moins 62 %	31 mars 2026

¹ Nouvel indicateur à partir de 2022-2023. Il remplace un indicateur similaire, mais porte en particulier sur les soumissions recevables plutôt que sur toutes les soumissions reçues.

Tableau 2 : Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs

Tableau 2 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour achat de biens et services.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant facilement accessible	2021 à 2022 : 85 % 2022 à 2023 : 81 % 2023 à 2024 : 81 %	Au moins 80 %	31 mars 2026
Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant juste et transparent	2021 à 2022 : 84 % 2022 à 2023 : 85 % 2023 à 2024 : 85 %	Au moins 80 %	31 mars 2026

Tableau 3 : Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada

Tableau 3 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour achat de biens et services.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage de la valeur des contrats attribués à de petites et moyennes entreprises	2021 à 2022 : 32 % 2022 à 2023 : 24 % 2023 à 2024 : 20 %	Au moins 25 %	31 mars 2026
Pourcentage des contrats, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement qui visent des biens et des services « écologiques »	2021 à 2022 : 45 % 2022 à 2023 : 45 % 2023 à 2024 : 51 %	Au moins 45 %	31 mars 2026
Pourcentage de participation de fournisseurs autochtones aux processus d'approvisionnement	2021 à 2022 : Sans objet ² 2022 à 2023 : 7 % 2023 à 2024 : 10 %	Au moins 11 %	31 mars 2026
Pourcentage de participation de fournisseurs qui sont des femmes aux processus d'approvisionnement	2021 à 2022 : Sans objet ³ 2022 à 2023 : 14 % 2023 à 2024 : 15 %	Au moins 15 %	31 mars 2026

² Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui mesure directement le pourcentage de participation, plutôt que l'augmentation en pourcentage par rapport à l'année précédente.

³ Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui mesure directement le pourcentage de participation, plutôt que l'augmentation en pourcentage par rapport à l'année précédente.

Voir aussi les [résultats détaillés et les informations sur le rendement](#) liés au répertoire des programmes de SPAC dans l'InfoBase du Gouvernement du Canada (GC).

Plans visant à atteindre les cibles

La section suivante décrit les résultats prévus pour l'achat de biens et de services en 2025 à 2026.

Résultat ministériel : Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix

En sa qualité d'acheteur central pour le gouvernement du Canada, SPAC tient à ce que les processus d'approvisionnement soient bien gérés et à ce qu'ils procurent le meilleur rapport qualité-prix aux Canadiens et Canadiennes. Dans le cadre de ses activités d'approvisionnement, SPAC continuera à soutenir les ministères et organismes fédéraux dans l'exécution des programmes destinés aux Canadiens et Canadiennes.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- faire en sorte que les ministères clients continuent de profiter du meilleur rapport qualité-prix en favorisant les processus concurrentiels et en prévoyant des clauses pour récompenser les fournisseurs qui respectent les échéances et le budget établis;
- limiter l'externalisation des services professionnels aux tâches qui ne peuvent être effectuées par les employés;
- continuer à travailler avec les partenaires à la mise en place du Régime canadien de soins dentaires, un régime à long terme ayant la portée et l'ampleur nécessaires pour servir tous les Canadiens admissibles;
- continuer d'améliorer la documentation et la surveillance de la conformité pendant le processus d'approvisionnement pour mieux éclairer le processus décisionnel, sous la direction du chef, Bureau d'assurance de la qualité des contrats et de la conformité des dossiers.

Approvisionnement maritime et de défense

SPAC continuera à fournir des équipements, des fournitures et des services essentiels pour les besoins de la politique de défense révisée du Canada et de la Stratégie nationale de construction navale.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- fournir aux membres des Forces armées canadiennes et de la Garde côtière canadienne (GCC) l'équipement dont ils ont besoin pour maintenir leur capacité opérationnelle actuelle et future grâce à la gestion continue de la construction et de la réparation navales, de l'acquisition et de la modernisation aérospatiales, et des projets et contrats d'acquisition de véhicules et de munitions;
- collaborer avec d'autres ministères à la mise en œuvre du Pacte de collaboration sur les brise-glaces, un partenariat trilatéral avec la Finlande et les États-Unis visant à renforcer les

capacités collectives de concevoir, de construire et d'entretenir des brise-glaces polaires et de l'Arctique et d'établir d'autres capacités correspondantes;

- mettre en œuvre le Programme canadien de certification en cybersécurité de concert avec le ministère de la Défense nationale (MDN) et le Conseil canadien des normes, afin de renforcer les mesures de protection de la chaîne d'approvisionnement de défense du Canada et de protéger les informations contractuelles non classifiées du gouvernement du Canada;
- continuer à faire évoluer l'approche fondée sur le risque pour l'approbation des contrats d'approvisionnement en défense, en cherchant à obtenir, pour le MDN, le pouvoir de passer des contrats dans le cadre de ce volet pour les processus d'approvisionnement admissibles, ce qui permettra de rationaliser le processus d'approbation des contrats;
- continuer à faire progresser la réforme de l'approvisionnement en défense en encadrant les efforts visant à déterminer les améliorations à apporter, en collaboration avec le MDN, le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique et le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT).

Résultat ministériel : Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs

Modernisation de l'approvisionnement

SPAC continuera à faire progresser les initiatives visant à moderniser et à simplifier les pratiques d'approvisionnement et à obtenir le meilleur rapport qualité-prix.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- poursuivre la prestation numérique des services avec le déploiement en cours de la Solution d'achats électroniques et lancer le portail et le guide du nouvel acheteur pour augmenter l'efficacité;
- mettre en œuvre le programme de gestion du rendement des fournisseurs dans un plus grand nombre de secteurs d'approvisionnement, ce qui permettra de resserrer la collaboration avec les fournisseurs, de favoriser l'amélioration du rendement et d'améliorer les résultats contractuels pour le Canada;
- poursuivre la mise en œuvre progressive du Programme de modernisation des marchés, afin d'assurer l'uniformité, de réduire la complexité des marchés publics et de simplifier le processus d'approvisionnement pour les fournisseurs;
- commencer à offrir le modèle de contrat modernisé et le nouvel outil d'assemblage aux autres ministères afin d'améliorer l'expérience des acheteurs dans l'ensemble du gouvernement;
- procéder à la mise en œuvre complète d'une stratégie pluriannuelle de données et d'analyses en matière d'approvisionnement afin de poursuivre la transition stratégique vers un processus décisionnel fondé sur les données.

Résultat ministériel : Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada

Interaction avec les petites et moyennes entreprises et les fournisseurs

Dans le cadre des initiatives d'interaction avec les fournisseurs, le ministère continuera d'étudier des moyens d'augmenter la participation des PME aux processus d'approvisionnement de SPAC.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- poursuivre l'interaction avec les PME pour augmenter leur participation aux processus de marchés publics fédéraux en les familiarisant avec les méthodes d'acquisition de biens et services de l'État, en les informant des possibilités qui s'offrent à elles et en leur fournissant des services d'information par l'intermédiaire de Soutien en approvisionnement Canada (SAC);
- travailler avec les PME pour remédier aux principales difficultés et contraintes en réduisant les obstacles à leur participation aux processus d'approvisionnement fédéraux, conseiller les acheteurs de l'État et les décideurs politiques sur les motifs de préoccupation des PME et recommander des améliorations aux processus d'approvisionnement fédéraux;
- resserrer les liens avec les partenaires en organisant des événements adaptés aux besoins particuliers des entreprises, des clients et des acteurs du domaine de l'approvisionnement;
- cibler les actions d'information et d'assistance auprès des entreprises détenues ou dirigées par des membres de groupes sous-représentés tels que les personnes en situation de handicap, les Canadiens noirs et racialisés, les femmes et les Canadiens 2ELGBTQIA+;
- attribuer aux PME actives au Canada 25 % de la valeur totale des contrats de SPAC.

Approvisionnement auprès d'entreprises autochtones

En 2025 à 2026, SPAC continuera d'aider et de travailler étroitement avec Services aux Autochtones Canada, le SCT et les partenaires autochtones dans l'élaboration conjointe puis le déploiement d'une stratégie de transformation de l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones à long terme destinée à accroître l'intégration et la participation des Autochtones au processus d'approvisionnement fédéral.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- continuer d'appliquer l'objectif de 5 % pour l'approvisionnement auprès des Autochtones en développant les capacités des fournisseurs autochtones par diverses mesures, telles que les offres limitées aux Autochtones, la sous-traitance et les processus d'approvisionnement structurés et dégroupés, qui visent toutes à accroître la participation des Autochtones aux activités d'approvisionnement, à créer des emplois et à assurer le développement des compétences et l'élaboration de formations;

- continuer d'accroître la formation interne sur les obligations en matière d'approvisionnement au titre des traités modernes et sur la réconciliation économique avec les Peuples Autochtones;
- continuer à animer les séances d'information à l'intention des entreprises autochtones par l'intermédiaire de SAC pour rendre compte des possibilités d'approvisionnement et des mesures de soutien pour les Autochtones, ainsi que les salons des acheteurs, qui permettent aux fournisseurs de s'adresser directement aux acheteurs de l'État et d'en savoir plus sur les processus d'approvisionnement à venir.

Achats écologiques et propres

En 2025 à 2026, SPAC poursuivra ses efforts pour intégrer les considérations environnementales dans les processus d'achat fédéraux et mettra à profit les dépenses fédérales pour accélérer la transition vers la carboneutralité et l'économie circulaire.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- promouvoir l'utilisation d'une terminologie standard pour les emballages respectueux de l'environnement dans tous les processus d'approvisionnement gérés par SPAC;
- aider le SCT à mettre en œuvre deux normes récemment élaborées, soit la *Norme sur le carbone intrinsèque en construction* et la *Norme sur la divulgation des renseignements liés aux émissions de gaz à effet de serre et l'établissement des cibles de réduction*;
- collaborer avec le SCT et les fournisseurs à l'établissement de critères d'achats écologiques par catégorie dans toutes les phases de l'achat de biens et de services dont l'impact sur l'environnement est élevé;
- faire avancer le projet pluriannuel de développement d'un outil d'achats écologiques (OAE) pour les biens fédéraux, une plateforme de recherche Web intégrant un vaste catalogue de produits écologiques et de produits de technologies propres pour aider les spécialistes de l'approvisionnement à prendre des décisions d'achat écoresponsables;
- collaborer avec des partenaires clés, tels que le Carrefour de la croissance propre, et les parties prenantes externes, telles que MaRS Discovery District, afin d'accroître davantage le recours aux achats de technologies propres et d'inclure les produits de technologies propres dans la plateforme OAE;
- continuer à faciliter l'achat de véhicules zéro émission et de véhicules hybrides par les ministères et organismes fédéraux afin d'augmenter le nombre de véhicules zéro émission qu'il y a lieu d'acquérir au moyen d'une offre à commandes, en demandant aux fabricants actuels d'élargir leur offre et en intégrant de nouveaux fabricants.

Approvisionnement éthique

En sa qualité d'acheteur central du gouvernement du Canada, SPAC entend respecter les normes d'éthique les plus élevées en matière de marchés publics, tant dans son rôle de fournisseur de services communs que dans son rôle de soutien auprès des autres ministères.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- protéger les chaînes d'approvisionnement fédérales contre la traite des êtres humains, le travail forcé et le travail des enfants en veillant à ce que les biens et services soient acquis auprès de fournisseurs éthiques.
- établir et mettre en œuvre une politique d'approvisionnement éthique pour mieux définir les engagements du ministère en matière d'approvisionnement éthique et soutenir l'élaboration de programmes et d'initiatives visant à le faire progresser.

Approvisionnement réciproque

Les politiques d'approvisionnement réciproque feront augmenter les débouchés pour les entreprises canadiennes, y compris les PME, ainsi que pour les partenaires commerciaux du Canada.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- continuer d'aider le ministère des Finances du Canada et le ministère des Affaires mondiales du Canada (AMC) à élaborer des politiques d'approvisionnement réciproque garantissant l'acquisition de biens et de services auprès de pays qui accordent aux entreprises canadiennes un niveau similaire d'accès au marché.

Principaux risques

Approvisionnement mondial

SPAC pourrait avoir de la difficulté à fournir ses services en raison de l'impact des perturbations des relations commerciales, de la hausse des prix des produits de base, des incertitudes croissantes dans les chaînes d'approvisionnement et de la sécurité de ces chaînes d'approvisionnement causées par les tensions géopolitiques, ce qui pourrait avoir une incidence sur la confiance des intervenants et sur la capacité de nos clients à atteindre leurs objectifs politique et de programme, ainsi que sur la confiance du public dans le gouvernement du Canada. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra notamment les mesures suivantes :

- poursuivre d'utiliser la structure de gouvernance de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense et de la Stratégie nationale de construction navale pour relever les défis, y compris une mobilisation précoce auprès de l'industrie et des chantiers navals;
- maintenir une communication forte et cohérente avec les partenaires alliés et assurer une supervision stratégique entre les programmes afin de garantir une gestion efficace de la chaîne d'approvisionnement;
- poursuivre la mise en œuvre des principes de l'initiative de soutien pour l'approvisionnement de la défense en fournissant aux professionnels de l'approvisionnement un appui continu dans le développement de solutions de soutien, y compris la mobilisation, la formation, les pratiques exemplaires et les outils, et, dans la mesure du possible, explorer les options pour que le soutien soit fourni au Canada par l'industrie canadienne;

- poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie de ressources humaines de la Stratégie nationale de construction navale pour soutenir le gouvernement du Canada et l'industrie maritime dans leurs efforts visant à acquérir une main-d'œuvre suffisante et compétente.

Gestion du changement

La communauté de l'approvisionnement de SPAC pourrait avoir de la difficulté à s'adapter à de nouveaux processus, considérations et outils en raison de la rapidité, de l'envergure et de la portée des modifications en cours. Cette situation pourrait nuire à la capacité du ministère à rendre l'approvisionnement plus simple, accessible et inclusif, et plus apte à produire des résultats positifs sur le plan socio-économique et de la durabilité de l'environnement. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra notamment les mesures suivantes :

- étudier des moyens de rationaliser les processus d'approvisionnement, par exemple en regroupant les mécanismes d'approvisionnement, ou en en réduisant le nombre, ou en éliminant les activités désuètes ou redondantes;
- augmenter la formation du personnel existant, notamment en mettant à jour et en perfectionnant les cours existants afin d'offrir des programmes d'études complets et intégrés;
- veiller à ce que les principaux documents d'orientation et autres outils disponibles pour les professionnels de l'approvisionnement, tels que le manuel des approvisionnements, soient mis à jour pour soutenir la transformation du programme en cours;
- continuer à mettre à jour les outils et les documents à l'appui de la Solution d'achats électroniques, y compris la formation, le canal MS Teams, les scénarios en libre-service et les guides de ressources, pour s'aligner sur les nouvelles politiques, directives et normes.

Ressources prévues pour atteindre les résultats

Tableau 4 : Ressources prévues pour atteindre les résultats pour l'achat de biens et services

Tableau 4 affiche un résumé des dépenses prévues et des équivalents temps plein nécessaires pour obtenir les résultats escomptés.

Ressources	Prévues
Dépenses	187 050 746 \$
Équivalents temps plein	2 371

Les [informations financières complètes](#) et les informations sur les [ressources humaines](#) liées au répertoire des programmes de SPAC figurent dans l'InfoBase du GC.

Priorités gouvernementales connexes

Analyse comparative entre les sexes plus

SPAC poursuivra l'intégration de l'analyse comparative entre les sexes (ACS) pour que ses initiatives et programmes de première importance donnent lieu à des processus d'approvisionnement inclusifs et

représentent la diversité de la société canadienne. Le ministère a appliqué l'ACS Plus en tant qu'outil d'approvisionnement contenant des critères de diversité des fournisseurs pour que l'État achète des biens et services auprès d'un large éventail de fournisseurs.

Par l'intermédiaire de SAC, le ministère poursuivra son travail de soutien ciblé et ses actions d'information auprès des groupes sous-représentés, par exemple les femmes propriétaires d'entreprises, afin de les aider à faire des affaires avec le gouvernement du Canada.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur la façon dont SPAC applique l'ACS Plus à ses divers programmes et activités dans le Tableau de renseignements supplémentaires sur l'analyse comparative entre les sexes plus.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et objectifs de développement durable des Nations Unies

Les programmes et initiatives de SPAC relevant de la responsabilité essentielle achat de biens et de services contribuent à la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le ministère mène des initiatives pour accroître la diversité des soumissionnaires, le nombre de contrats attribués aux entreprises autochtones, les achats éthiques et les pratiques destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à favoriser les achats écologiques. Le ministère collabore avec les provinces, les territoires, les municipalités, les Peuples Autochtones, les propriétaires d'entreprises, les associations de l'industrie et les parties intéressées à la mise en place d'un programme économique qui exploite le pouvoir d'achat du gouvernement pour accroître l'accès d'une plus grande diversité de Canadiens aux débouchés économiques. Ces initiatives contribuent à l'atteinte des objectifs suivants :

- objectif 5 : promouvoir l'égalité entre les sexes;
- objectif 8 : favoriser une croissance économique inclusive et durable au Canada;
- objectif 10 : faire progresser la réconciliation avec les Peuples Autochtones et prendre des mesures pour réduire les inégalités;
- objectif 12 : réduire les déchets et passer à des véhicules zéro émission;
- objectif 17 : renforcer les partenariats pour promouvoir une action mondiale en faveur du développement durable.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur les contributions de SPAC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 ainsi qu'à la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) dans la [Stratégie ministérielle de développement durable](#) (SMDD) de SPAC.

Répertoire des programmes

Achat de biens et de services est pris en charge par le programme suivant dans le répertoire des programmes :

- Programme des approvisionnements

De plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour l'achat de biens et de services sont disponibles sur la page des [Résultats de l'InfoBase](#) du GC.

Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière

Aucun changement n'a été apporté au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière.

Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Indicateurs, résultats et cibles](#)
- [Plans visant à atteindre les cibles](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources prévues pour atteindre les résultats](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)
- [Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière](#)

Description

SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pensions du gouvernement du Canada.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue au domaine « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, à l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions » par l'entremise de toutes les activités mentionnées dans la description de la responsabilité essentielle.

Indicateurs, résultats et cibles

Cette section fait état des indicateurs du ministère, des résultats réels des trois derniers exercices, des cibles et des dates limites approuvés pour 2025 à 2026 concernant la responsabilité essentielle paiements et comptabilité. Les renseignements sont présentés par résultat ministériel.

Tableau 5 : **Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace**

Tableau 5 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour paiements et comptabilité.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des paiements émis dans les délais prescrits ⁴	2021 à 2022 : 99,99 % 2022 à 2023 : 99,99 % 2023 à 2024 : 99,99 %	Au moins 99 %	31 mars 2026
Pourcentage des fonds versés au gouvernement du Canada qui sont rapprochés dans un délai de deux jours ouvrables	2021 à 2022 : 100 % 2022 à 2023 : 100 % 2023 à 2024 : 100 %	Au moins 95 %	31 mars 2026

⁴ Les échéanciers établis peuvent varier en fonction des modalités du contrat et de la législation applicable.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des paiements versés aux autorités taxatrices au lieu d'impôts fonciers, et ce dans les délais prescrits	2021 à 2022 : 90,3 % 2022 à 2023 : 97,4 % 2023 à 2024 : 98 %	Au moins 95 %	31 mars 2026

Tableau 6 : Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte

Tableau 6 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour paiements et comptabilité.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des paiements de pension traités de manière exacte et dans les délais	2021 à 2022 : 98 % 2022 à 2023 : 98 % 2023 à 2024 : 98 %	Au moins 95 %	31 mars 2026

Tableau 7 : En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux

Tableau 7 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour paiements et comptabilité.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Nombre d'employés confrontés à de potentielles erreurs de paye au Centre des services de la paye	2021 à 2022 : Sans objet ⁵ 2022 à 2023 : 135 500 2023 à 2024 : 112 273	Au plus 88 000	31 mars 2026
Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paye	2021 à 2022 : 72 % 2022 à 2023 : 66 % 2023 à 2024 : 75 %	Au moins 65 %	31 mars 2026
Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre des services de paye, qui ont été traités selon les normes de service	2021 à 2022 : 83 % 2022 à 2023 : 88 % 2023 à 2024 : 84 %	Au moins 80 %	31 mars 2026

⁵ Nouvel indicateur à partir de 2022-2023. Ce nouvel indicateur permet de mesurer, de surveiller et de communiquer, de manière transparente, le nombre d'employés connaissant peut-être des problèmes de paye en raison de transactions en suspens au Centre des services de paye. L'indicateur informe les employés, les parlementaires et les Canadiens des progrès accomplis vers la stabilisation de la paye.

Tableau 8 : Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada

Tableau 8 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour paiements et comptabilité.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Les Comptes publics du Canada sont disponibles en ligne en format PDF et HTML de même que sur le portail Gouvernement ouvert dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes	2021 à 2022 : 100 % 2022 à 2023 : 100 % 2023 à 2024 : 100 %	100 %	31 mars 2026
Les renseignements présentés dans les états financiers du gouvernement du Canada sont exacts	2021 à 2022 : 100 % 2022 à 2023 : 100 % 2023 à 2024 : 100 %	Au moins 99 %	31 mars 2026

Voir aussi les [résultats détaillés et les informations sur le rendement](#) liés au répertoire des programmes de SPAC dans l'InfoBase du GC.

Plans visant à atteindre les cibles

La section suivante décrit les résultats prévus pour paiements et comptabilité en 2025 à 2026.

Résultat ministériel : Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais, et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace

Les responsabilités de SPAC concernant les paiements influent directement sur les particuliers et les entreprises au quotidien et assurent la sécurité financière de millions de Canadiens et Canadiennes qui reçoivent des paiements de paye, de pension et de prestations sociales publiques.

Résultats que SPAC projette d'obtenir pour aider le ministre à remplir son rôle de receveur général du Canada :

- continuer à gérer les opérations du Trésor fédéral, à assurer la maintenance des systèmes de trésorerie centraux de l'État et à présenter chaque année la situation financière du Canada et les états financiers vérifiés;
- poursuivre le déploiement du programme de renouvellement et de modernisation du receveur général afin d'améliorer l'expérience utilisateur;
- améliorer la collecte des recettes et des paiements en investissant dans des projets de modernisation des offres de services;

- étudier des moyens d'augmenter sa souplesse pour adopter les innovations du secteur des paiements, offrir aux Canadiens et Canadiennes un choix d'options de paiement, revitaliser les systèmes et les processus de trésorerie, regrouper les bases de données pour améliorer la qualité des données ainsi que la prévention et la détection des fraudes.

Résultat ministériel : Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte

En tant qu'un des plus grands administrateurs de régimes de retraite au Canada, SPAC fournit des services à plus de 1 million de participants actifs et retraités de huit différents régimes de retraite du secteur public fédéral : la fonction publique, la Gendarmerie royale du Canada, les Forces armées canadiennes (régulières et réservistes), les membres du Parlement, le corps diplomatique, les juges de nomination fédérale et les lieutenants-gouverneurs.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- améliorer l'expérience client dans le cadre de la transition en cours vers un modèle de prestation de services sécurisé et centré sur l'utilisateur qui accorde la priorité au numérique;
- faire progresser les initiatives de renouvellement du site Web des pensions afin d'améliorer l'interaction avec les participants au régime de pensions et de permettre aux participants actifs et retraités d'accéder à des services accrus en ligne, quand et où ils le souhaitent.

Résultat ministériel : En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux

SPAC est responsable de l'administration de la paye de plus de 430 000 comptes de paye du gouvernement et offre des services de rémunération complets à environ 250 000 employés du gouvernement du Canada. Les activités courantes consistent à respecter des exigences obligatoires et législatives complexes (p. ex., mise en œuvre des conventions collectives) et à faire en sorte que l'écosystème de technologie de l'information pour la paye fasse l'objet d'une maintenance appropriée et que les données personnelles et financières qu'il contient ne soient pas compromises. Par ailleurs, le ministère fournit des formations et des informations sur la rémunération aux communautés fonctionnelles à l'échelle de l'administration fédérale. La stabilisation du traitement de la paye et le versement exact et à temps de la paye des fonctionnaires en collaboration avec les ministères du gouvernement demeurent prioritaires pour le ministère.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- continuer à informer les parties intéressées (p. ex., employés, syndicats et médias) sur ses activités, dans un souci délibéré de transparence, en partenariat avec le Bureau du dirigeant principal des ressources humaines du SCT;

- poursuivre les travaux d'automatisation et de traitement en lots afin de réduire la fréquence des interventions manuelles dans le traitement de la paye et de limiter au maximum les erreurs;
- continuer à traiter les nouveaux cas dans le respect des normes de service et à éliminer les transactions vieilles de plus d'un an;
- contribuer à la réduction des problèmes d'intégration des systèmes de RH en poursuivant l'intégration des ministères sur la plateforme MesRHGC;
- uniformiser les processus, les pratiques et les systèmes pour que le SCT puisse assurer une gestion cohérente des RH dans tous les ministères;
- encadrer les travaux en cours visant à mettre à l'essai, à développer et à valider un nouveau système possible pour les RH et la paye et à se préparer à sa mise en place par la suite.

Résultat ministériel : Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada

Le receveur général est un chef de file mondial en matière de pratiques exemplaires dans le domaine de la comptabilité gouvernementale.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- collaborer avec les partenaires pour améliorer et moderniser les Comptes publics;
- faire progresser le programme de renouvellement et de modernisation du receveur général en investissant dans les technologies modernes et en étudiant les perspectives d'innovation et les partenariats possibles pour faire en sorte que les rapports financiers à l'échelle de l'administration fédérale restent une source de données financières moderne, fiable et accessible au Canada.

Principaux risques **Livraison efficace**

SPAC peut s'attendre à des retards dans la stabilisation complète de l'administration de la paye pour le gouvernement du Canada (y compris le traitement de la paye et le transfert de renseignements à l'administrateur de régime de pension) en raison de la hausse soutenue du nombre de fonctionnaires que le Ministère sert et des contraintes en matière de capacité, une situation qui pourrait nuire davantage aux efforts pour renforcer la confiance des intervenants et pour réduire les obligations du gouvernement. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra notamment les mesures suivantes :

- faire progresser la gestion des files d'attente, notamment en maintenant les normes de service d'accueil tout en traitant tous les cas critiques en attente (p. ex., les cas en attente ayant le plus grand impact sur les employés, soit financièrement, soit en raison de leur âge);
- continuer à mettre en œuvre le plan de stabilisation de la paye, y compris les projets identifiés comme essentiels aux efforts de stabilisation, une feuille de route pluriannuelle pour les

améliorations futures de MaPayeGC, des projets d'automatisation des processus robotiques, et d'autres améliorations des données;

- rechercher une résolution des problèmes critiques de longue date liés aux données sur la rémunération (Phoenix) ayant une incidence sur les pensions;
- maintenir les efforts pour sauvegarder l'intégrité du programme des pensions;
- poursuivre l'harmonisation des données liées à l'emploi et aux cotisations pour la paye et les pensions en tirant parti de la solution d'interface de l'Atelier de l'innovation.

Ressources prévues pour atteindre les résultats

Tableau 9 : Ressources prévues pour atteindre les résultats pour paiements et comptabilité

Tableau 9 affiche un résumé des dépenses prévues et des équivalents temps plein nécessaires pour obtenir les résultats escomptés.

Ressources	Prévues
Dépenses	1 109 124 404 \$
Équivalents temps plein	6 315

Les [informations financières complètes](#) et les [informations sur les ressources humaines](#) liées au répertoire des programmes de SPAC figurent dans l'InfoBase du GC.

Priorités gouvernementales connexes

Analyse comparative entre les sexes plus

SPAC continuera d'analyser les données en matière de paye et examinera la composition par âge, sexe et langue des employés connaissant un problème en lien avec leur paye afin de guider la planification et les décisions futures pour améliorer les résultats du traitement de la paye pour divers groupes d'employés. Par ailleurs, SPAC a conçu une stratégie d'ACS Plus afin d'assurer la cohérence et la coordination de l'ACS Plus dans toutes ses activités liées à la paye.

Par le truchement du programme de pension, SPAC continuera de collecter des données relatives aux caractéristiques démographiques et à la diversité grâce à des sondages de satisfaction auprès des participants au régime afin d'évaluer la prestation des services actuels aux divers groupes et de cerner les possibilités d'amélioration et d'innovation.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur la façon dont SPAC applique l'ACS Plus à ses divers programmes et activités dans le Tableau de renseignements supplémentaires sur l'analyse comparative entre les sexes plus.

Répertoire des programmes

Paiements et comptabilité est pris en charge par les programmes suivants dans le répertoire des programmes :

- Opérations du Cap-Breton (OCB)— Avantages des legs en matière de RH
- Administration de la paye fédérale
- Administration de la pension fédérale

- Comptabilité et production de rapports à l'échelle du gouvernement
- Paiement en remplacement d'impôt aux administrations locales
- Paiements et perception des recettes

De plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour paiements et comptabilité sont disponibles sur la page des [Résultats de l'InfoBase](#) du GC.

Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière

Aucun changement n'a été apporté au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière.

Responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructure

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Indicateurs, résultats et cibles](#)
- [Plans visant à atteindre les cibles](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources prévues pour atteindre les résultats](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)
- [Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière](#)

Description

SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux domaines du Cadre de qualité de vie pour le Canada suivants :

- le domaine « Saine gouvernance » et l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions publiques », qui assurent l'entretien, l'intégrité et l'efficacité des biens immobiliers;
- le domaine « Société » et les indicateurs « Sentiment de fierté » et « Perceptions positives de la diversité », par la tenue d'activités contribuant à la modernisation et à la préservation du patrimoine pour améliorer l'accessibilité et l'inclusion;
- le domaine « Environnement » et les indicateurs « Émissions de gaz à effet de serre » et « Gestion des déchets », dont l'objectif est d'améliorer la durabilité, la résilience climatique et le programme écologique pour les infrastructures et biens immobiliers fédéraux.

Indicateurs, résultats et cibles

Cette section fait état des indicateurs du ministère, des résultats réels des trois derniers exercices, des cibles et des dates limites approuvés pour 2025 à 2026 concernant la responsabilité essentielle biens et infrastructure. Les renseignements sont présentés par résultat ministériel.

Tableau 10 : Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix

Tableau 10 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour biens et infrastructure.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des immeubles appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur	2021 à 2022 : 56,9 % 2022 à 2023 : 56,7 % 2023 à 2024 : 55,9 %	Au moins 50 % ⁶	31 mars 2026
Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur	2021 à 2022 : 48 % 2022 à 2023 : 41,2 % 2023 à 2024 : 42,3 %	Au moins 35 % ⁷	31 mars 2026
Pourcentage des locaux à bureaux gérés par SPAC qui sont aménagés (modernisés) chaque année, afin de respecter les normes d'aménagement en milieu de travail du gouvernement du Canada en tant qu'approche du Milieu de travail GC	2021 à 2022 : 2,17 % 2022 à 2023 : 2,34 % 2023 à 2024 : 2,53 %	Au moins 2 % ⁸	31 mars 2026
Pourcentage des projets immobiliers qui sont exécutés dans le respect de la portée, des délais et du budget	2021 à 2022 : 95 % 2022 à 2023 : 95 % 2023 à 2024 : 95 %	Au moins 95 %	31 mars 2026
Pourcentage du temps pendant lequel les installations de SPAC	2021 à 2022 : 99,64 % 2022 à 2023 : 99,72 % 2023 à 2024 : 99,42 %	Au moins 99 %	31 mars 2026

⁶ La cible pour cet indicateur a été mis à jour pour cadrer avec la réaffectation des fonds et les nouvelles priorités dans le cadre du Plan de réduction du portefeuille de locaux à bureaux du gouvernement du Canada.

⁷ La cible pour cet indicateur a été mise à jour pour cadrer avec la réaffectation des fonds et les nouvelles priorités dans le cadre du Plan de réduction du portefeuille de locaux à bureaux du gouvernement du Canada. Toutefois, SPAC demeure résolu à réhabiliter et revitaliser les bâtiments patrimoniaux de la Cité parlementaire, qui constituent des lieux et bâtiments d'importance nationale.

⁸ La cible pour cet indicateur a été mis à jour pour cadrer avec la réaffectation des fonds et les nouvelles priorités dans le cadre du Plan de réduction du portefeuille de locaux à bureaux du gouvernement du Canada.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
sont totalement opérationnelles			
Dépenses de fonctionnement par mètre carré des locaux à bureaux appartenant à l'État	2021 à 2022 : 172,31 \$ par mètre carré 2022 à 2023 : \$ 185.98 par mètre carré 2023 à 2024 : 204,21 \$	Au plus 233,81 \$ par mètre carré ⁹	31 mars 2026

Tableau 11 : Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada

Tableau 11 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour biens et infrastructure.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Score total d'accessibilité des immeubles appartenant à l'État et gérés par SPAC et des immeubles obtenus par bail-achat évalués en fonction de la norme sur l'accessibilité de l'Association canadienne de normalisation de 2018 (CSA B651-2018)	2021 à 2022 : 67 % 2022 à 2023 : 68 % 2023 à 2024 : 68 %	S.O. ¹⁰	31 mars 2026
Pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le portefeuille d'immeubles de SPAC appartenant à l'État, à l'exclusion des logements	2021 à 2022 : 57,1 % 2022 à 2023 : 59,9 % 2023 à 2024 : 61,3 %	Au moins 63 ¹¹ %	31 mars 2026

⁹ La cible pour cet indicateur a été mise à jour pour cadrer avec les plus récentes données de référence et des variables économiques, telles que les taux d'inflation, qui se répercutent sur le coût de construction et la disponibilité des ressources.

¹⁰ Une cible n'a pas été fixée pour cet indicateur puisque le cycle d'évaluation technique prévu par la norme sur l'accessibilité de 2018 des normes du Groupe CSA (Association canadienne de normalisation) s'étant terminé en 2023 à 2024. À compter de 2025 à 2026, une nouvelle norme sur l'accessibilité (CSA B651-2023) orientera le prochain cycle d'évaluation quinquennal.

¹¹ La cible pour cet indicateur a été modifiée pour le rendre plus ambitieux et l'aligner sur l'objectif fixé dans la Stratégie ministérielle de développement durable 2023 à 2027 de SPAC. SPAC a déjà atteint l'objectif de la Stratégie fédérale de développement durable, soit 40 % d'ici 2030.

Voir aussi les [résultats détaillés et les informations sur le rendement](#) liés au répertoire des programmes de SPAC dans l'InfoBase du GC.

Plans visant à atteindre les cibles

La section suivante fait état des résultats prévus pour 2025 à 2026 concernant la responsabilité essentielle biens et infrastructure.

Résultat ministériel : Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix

Faire évoluer le portefeuille de locaux à bureaux dans le cadre du Plan de réduction du portefeuille de locaux à bureaux du gouvernement du Canada

SPAC continuera à redimensionner son portefeuille de locaux à bureaux, en lui faisant perdre jusqu'à 50 % de sa taille sur 10 ans, tout en fournissant aux ministères et organismes fédéraux des locaux à bureaux suffisants et fonctionnels pour les aider à exécuter leurs programmes et à s'acquitter de leurs mandats. À cette fin, SPAC travaillera avec plus de 100 ministères et organismes clients à la réalisation de leurs plans de gestion des locaux à long terme, en privilégiant les places non attribuées et les espaces partageables pour plus de 300 000 employés.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- faire progresser le Plan de réduction du portefeuille de locaux à bureaux du gouvernement du Canada en réduisant son portefeuille de locaux à bureaux, en accélérant la résiliation des baux et en aliénant les biens fédéraux sous-utilisés;
- optimiser les lieux de travail des fonctionnaires fédéraux à travers le Canada par l'adoption d'initiatives de modernisation efficaces et économiques visant à faciliter l'aménagement d'espaces de travail non attribués et partageables pour les fonctionnaires fédéraux, tout en poursuivant les projets de rénovation essentiels.

Faire progresser les projets transformateurs, accélérer la modernisation et remettre en état les édifices patrimoniaux d'importance nationale

Le ministère poursuivra son important travail de conservation du patrimoine canadien en réhabilitant et en restaurant des lieux et des édifices d'importance nationale. Les édifices d'importance nationale englobent à la fois des biens patrimoniaux et des structures qui servent la population canadienne. Ces projets visent à répondre à la réglementation et aux besoins modernes tout en préservant les caractéristiques historiques essentielles et en intégrant des considérations liées au bien-être des employés, à l'accessibilité universelle et à la durabilité environnementale. Parmi les exemples notables figurent l'édifice Connaught, l'édifice de la Cour suprême du Canada, l'édifice commémoratif de l'Ouest, l'édifice Lester B. Pearson et le complexe judiciaire de Montréal.

Protéger l'intégrité, la valeur et l'utilité des ouvrages techniques et améliorer le transport interprovincial dans la région de la capitale nationale

SPAC administre un portefeuille spécialisé de 24 ouvrages techniques répartis dans tout le pays. Le portefeuille comprend sept centrales de chauffage et de refroidissement et les réseaux de distribution correspondants qui font partie du réseau énergétique de quartier de la RCN, ainsi que plusieurs ponts et barrages, une autoroute et des infrastructures maritimes. SPAC entend protéger l'intégrité, la valeur et l'utilité de ses ouvrages techniques afin qu'ils ne représentent aucun danger pour les Canadiens et les Canadiennes.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- poursuivre le projet de modernisation des services énergétiques dans le cadre du Programme d'acquisition de services énergétiques, afin d'améliorer les centres énergétiques et le réseau de distribution, de moderniser et de décarboner le réseau fédéral d'énergie de quartier qui dessert 80 bâtiments dans la RCN, dont le Parlement;
- faire avancer le remplacement du pont basculant du pont jeté LaSalle, vieux de plus d'un siècle, par une nouvelle structure permanente et renouveler l'autre infrastructure civile du pont jeté.

Pour améliorer le transport interprovincial dans la RCN, SPAC continuera d'investir dans la réhabilitation et l'entretien des passages existants. SPAC fera progresser le processus d'approvisionnement pour le remplacement du pont Alexandra et amorcera la planification à un stade précoce d'un pont supplémentaire dans l'est de la RCN. De plus, afin de prolonger la durée de la traverse des Chaudières et du pont Macdonald-Cartier, d'assurer leur sécurité et d'accroître leur résilience aux événements liés au climat, SPAC entreprendra les améliorations nécessaires.

Vision et plan à long terme pour la Cité parlementaire

SPAC continue de faire avancer la vision et le plan à long terme (VPLT) pour la Cité parlementaire. L'objectif principal de la VPLT actuelle était d'entreprendre la réhabilitation de l'édifice du Centre. Aujourd'hui, les efforts portent sur la mise à jour de la VPLT pour les 50 prochaines années et sur une approche couvrant la totalité du complexe, qui intègre des considérations essentielles telles que la sécurité, la durabilité environnementale, l'accessibilité et l'expérience visiteur.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- faire la conception de l'aménagement paysager de l'édifice du Centre et celle du Centre d'accueil du Parlement d'ici l'automne 2025;
- reconstruire l'édifice du Centre et construire le Centre d'accueil du Parlement en commençant par les travaux structurels et la restauration des façades est et ouest, ainsi que la restauration des biens patrimoniaux.

SPAC poursuivra aussi la réhabilitation et la modernisation de l'îlot 2 afin de transformer des édifices patrimoniaux fonctionnellement désuets en édifices modernes, durables et accessibles pour le Parlement.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- faire avancer la conception afin d'atteindre le jalon consistant à achever la conception schématique à 90 % à l'hiver 2025;
- mettre en place le chantier de construction et commencer l'enlèvement des revêtements de finition architecturaux, éléments du patrimoine compris.

Stratégie Laboratoires Canada

SPAC continuera à faire progresser la stratégie de Laboratoires Canada guidé par la VPLT, qui contribue à l'atteinte de l'objectif du gouvernement du Canada de dynamiser la science dans la sphère fédérale et de remplacer les infrastructures scientifiques fédérales vieillissantes par des laboratoires modernes, accessibles et durables.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- ouvrir, en 2025, le Centre des sciences de la réglementation et de la sécurité (SRS) pour la protection des végétaux, à Sidney (Colombie-Britannique), une installation moderne qui fournira une réponse rapide aux tests de dépistage des maladies végétales réglementées;
- faire avancer la conception et amorcer le projet de SRS principal dans la RCN, en mettant à la disposition des scientifiques fédéraux une installation durable, collaborative et ultramoderne;
- finaliser la conception du nouveau Centre des sciences de la sécurité et des technologies des transports dans la RCN, qui abritera des espaces de collaboration pour mettre à l'essai, étudier et mettre au point des technologies de sécurité pour tous les modes de transport, à savoir aérien, maritime, ferroviaire, routier et par pipeline;
- faire avancer la conception de l'installation TerraCanada RCN et en commencer la construction en 2026 en intégrant les capacités scientifiques du secteur public et du milieu universitaire dans un complexe partagé;
- poursuivre le projet du Centre d'entreprise des sciences de l'Atlantique (CESA), à Moncton (Nouveau-Brunswick), qui regroupera des programmes de protection et de préservation des écosystèmes d'eau douce et côtiers de l'Atlantique;
- faire avancer le processus d'approvisionnement pour le projet du Centre des sciences du patrimoine culturel, qui favorisera la collaboration à l'échelon fédéral pour accélérer l'innovation et préserver les artefacts du patrimoine culturel du Canada pour les générations à venir.

Résultat ministériel : Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada

Promouvoir la durabilité et l'écologisation

SPAC joue un rôle clé dans les efforts d'écologisation du gouvernement du Canada et continue d'intégrer les considérations relatives à la durabilité à ses activités quotidiennes ainsi qu'à ses décisions

d'investissement. SPAC prévoit de continuer à évaluer et à améliorer ses stratégies de développement durable afin d'en assurer la conformité avec les objectifs fédéraux en matière d'environnement, notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'augmentation du détournement des déchets plastiques. De plus, SPAC continuera à assainir les sites contaminés, à faire des progrès dans l'achat d'énergie propre et à s'approvisionner en matériaux contenant moins de carbone intrinsèque.

Améliorer l'accessibilité des immeubles fédéraux

SPAC entend devenir un chef de file en matière d'accessibilité pour le gouvernement du Canada. Pour atteindre ses objectifs d'accessibilité, SPAC a mis en place le Programme d'accessibilité de l'environnement bâti, qui vise à aller au-delà des exigences légales et à dépasser les nouvelles normes d'accessibilité. Par ailleurs, SPAC joue un rôle essentiel dans la promotion de l'accessibilité dans la fonction publique en établissant des politiques et des lignes directrices qui encouragent la conception inclusive dans les projets à l'échelle du pays, par exemple une directive sur les toilettes inclusives.

Appui aux efforts de réconciliation

SPAC est résolu à faire progresser la réconciliation en resserrant les liens avec les peuples autochtones par des consultations constructives, une participation équitable et une collaboration active. Pour se conformer à l'objectif fédéral consistant à attribuer au moins 5 % de la valeur des contrats à des entreprises autochtones, SPAC passera activement en revue les projets concernés afin de recenser et d'accroître les possibilités de participation des Autochtones à toutes les étapes des projets.

Principaux risques

Biens compromis

L'intégrité, la sécurité et l'accessibilité des biens immobiliers et des infrastructures de SPAC pourraient être compromises par les changements climatiques, les catastrophes naturelles, la détérioration des infrastructures et les défauts de conception initiaux de même que par les actions d'origine humaine, ce qui pourrait nuire à la continuité des activités gouvernementales et au bien-être des Canadiens et Canadiennes. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra les mesures suivantes :

- poursuivre l'instauration des mesures d'adaptation prévues par le Plan d'adaptation aux changements climatiques de la Cité parlementaire, telles que l'adaptation aux étés plus chauds des systèmes de refroidissement et de ventilation et l'amélioration des systèmes de drainage en prévision des cas plus fréquents de pluie intense;
- continuer de réaliser divers projets pour préserver les immeubles, arrêter ou réduire la détérioration en cours, répondre aux besoins urgents de réparation des immeubles, régler les problèmes touchant la santé et la sécurité, et réduire le coût et la complexité des travaux futurs.

Approvisionnement et livraison

La réalisation efficace et efficiente d'initiatives importantes de SPAC pourrait être entravée par la nature des travaux complexes de grande envergure (ampleur des projets, complexités, dépendance des partenaires, évolution des exigences en matière de sécurité) et par la situation mondiale actuelle (inflation, délais d'approvisionnement et limites de la capacité de l'industrie), ce qui pourrait nuire à la crédibilité du ministère auprès des intervenants. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra les mesures suivantes :

- recourir à des modèles de gouvernance établis afin de permettre aux principales parties prenantes de prendre des décisions importantes et de fixer des protocoles de communication pour toutes les parties prenantes;
- continuer à prendre contact rapidement avec l'industrie pendant tout le processus d'approvisionnement afin de s'assurer qu'elle est déjà au courant des projets, de sorte qu'elle pourra se préparer en conséquence et développer les capacités nécessaires pour présenter des soumissions en vue d'obtenir des contrats;
- continuer à mettre en œuvre le cadre de planification et de fonctionnement du portefeuille scientifique au moyen d'une analyse d'entreprise et des coûts, tout en explorant des stratégies et des solutions pour financer les coûts du cycle de vie afin de faire progresser les modèles de financement et de fonctionnement proposés;
- mettre en œuvre des plans de participation autochtone obligatoires dans le cadre des exigences contractuelles pour tous les grands projets afin de garantir qu'au moins 5 % de la valeur des contrats sont attribués à des entreprises détenues ou dirigées par des Autochtones;
- structurer, financer et accélérer la modernisation du programme d'aménagement afin de concrétiser la vision du Milieu de travail gouvernement du Canada et d'optimiser le portefeuille des biens immobiliers; et
- travailler avec la communauté de gestion de projet de SPAC pour examiner et améliorer le programme de gestion de projet afin de normaliser les niveaux de compétence en gestion de projet dans toutes les directions générales et d'attribuer des ressources en fonction de l'expérience et de l'expertise.

Ressources prévues pour atteindre les résultats

Tableau 12 : Ressources prévues pour atteindre les résultats pour biens et infrastructure

Tableau 12 affiche un résumé des dépenses prévues et des équivalents temps plein nécessaires pour obtenir les résultats escomptés.

Ressources	Prévues
Dépenses	5 384 718 661 \$
Équivalents temps plein	4 672

Les [informations financières complètes](#) et les [informations sur les ressources humaines](#) liées au répertoire des programmes de SPAC figurent dans l'InfoBase du GC.

Priorités gouvernementales connexes

Analyse comparative entre les sexes plus

SPAC continuera d'intégrer des objectifs d'approvisionnement social dans les nouveaux contrats de services immobiliers touchant les bâtiments et assurera des conceptions accessibles et inclusives dans les projets d'aménagement fédéraux. SPAC continuera aussi à collaborer avec les diverses organisations et communautés autochtones pour assurer la participation des Autochtones à la restauration et à la modernisation de la Cité parlementaire du Canada.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur la façon dont SPAC applique l'ACS Plus à ses divers programmes et activités dans le Tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et objectifs de développement durable des Nations Unies

Les activités prévues par SPAC relevant de sa responsabilité essentielle biens et infrastructure, par exemple le Milieu de travail du GC, le plan de carboneutralité du portefeuille, la réhabilitation des principaux biens et la gestion des sites contaminés fédéraux contribuent aux efforts du Canada pour se conformer au programme des Nations Unies pour 2030 et aux objectifs de développement durable. Ces initiatives contribuent à l'atteinte des objectifs suivants :

- objectif 7 : accroître l'accès des Canadiens et Canadiennes à une énergie propre;
- objectif 11 : améliorer l'accès au logement abordable, à l'air pur, aux transports, aux parcs et aux espaces verts, ainsi qu'au patrimoine culturel au Canada;
- objectif 12 : réduire les déchets et passer à des véhicules zéro émission;
- objectif 13 : prendre des mesures relatives aux changements climatiques et leurs impacts.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur les contributions de SPAC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 ainsi qu'à SFDD dans la SMDD de SPAC.

Répertoire des programmes

Biens et infrastructure est pris en charge par les programmes suivant dans le répertoire des programmes :

- Opérations du Cap-Breton (OCB)— Gestion du portefeuille
- Locaux fédéraux et infrastructure
- Colline du Parlement et ses environs
- Services immobiliers

De plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour propriété et infrastructure sont disponibles sur la page des [Résultats de l'InfoBase](#) du GC.

Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière

Aucun changement n'a été apporté au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière.

Responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Indicateurs, résultats et cibles](#)
- [Plans visant à atteindre les cibles](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources prévues pour atteindre les résultats](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)
- [Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière](#)

Description

SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux domaines du Cadre de qualité de vie pour le Canada suivants :

- le domaine « Saine gouvernance » et l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions publiques », par la tenue des activités énoncées dans la description de cette responsabilité essentielle;
- le domaine « Société » et l'indicateur « Perceptions positives de la diversité », par la tenue d'activités consacrées aux langues officielles, aux langues autochtones et aux langues des signes.

Indicateur, résultats et cibles

Cette section fait état des indicateurs du ministère, des résultats réels des trois derniers exercices, des cibles et des dates limites approuvés pour 2025 à 2026 concernant la responsabilité essentielle soutien à l'échelle du gouvernement. Les renseignements sont présentés par résultat ministériel.

Tableau 13 : **Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité**

Tableau 13 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour soutien à l'échelle du gouvernement.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des services linguistiques qui sont conformes aux normes de qualité en vigueur	2021 à 2022 : 81,47 % 2022 à 2023 : 94 % 2023 à 2024 : 99 %	Au moins 85 %	31 mars 2026

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage de satisfaction globale des clients à l'endroit des outils langagiers et des services linguistiques du Bureau de la traduction	2021 à 2022 : 90 % 2022 à 2023 : 87,6 % 2023 à 2024 : 87,4 %	Au moins 90 %	31 mars 2026

Tableau 14 : Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée

Tableau 14 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour soutien à l'échelle du gouvernement.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des demandes de vérification de l'intégrité traitées selon la norme de service à la clientèle de quatre heures (deux heures en cas d'urgence)	2021 à 2022 : 99 % 2022 à 2023 : 99 % 2023 à 2024 : 99 %	Au moins 90 %	31 mars 2026
Pourcentage d'enquêtes de sécurité traitées dans un délai de sept jours ouvrables pour les entrepreneurs et les sous-traitants devant avoir accès à des renseignements protégés	2021 à 2022 : 99 % 2022 à 2023 : 98 % 2023 à 2024 : 94 %	Au moins 85 %	31 mars 2026

Tableau 15 : Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens

Tableau 15 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour soutien à l'échelle du gouvernement.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des clients qui sont satisfaits ou très satisfaits des outils et/ou des services de SPAC	2021 à 2022 : 66 % 2022 à 2023 : 71,5 % 2023 à 2024 : 68 %	Au moins 75 %	31 mars 2026

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des normes de service de SPAC respectées	2021 à 2022 : 75 % 2022 à 2023 : 75,8 % 2023 à 2024 : 77 %	Au moins 80 %	31 mars 2026

Voir aussi les [résultats détaillés et les informations sur le rendement](#) liés au répertoire des programmes de SPAC dans l'InfoBase du GC.

Plans visant à atteindre les cibles

La section suivante fait état des résultats prévus pour 2025 à 2026 concernant la responsabilité essentielle soutien à l'échelle du gouvernement.

Résultat ministériel : Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité

Afin d'aider au mieux le gouvernement et le Parlement à servir les Canadiens et Canadiennes dans la langue officielle de leur choix, SPAC, par l'intermédiaire du Bureau de la traduction, poursuivra la modernisation de ses outils et de ses services dans un souci de fournir des services linguistiques de pointe et de grande qualité.

Résultats que SPAC projette d'obtenir :

- s'adapter à la transformation numérique rapide des services linguistiques par l'application de l'IA au processus de traduction;
- continuer à collaborer avec les principaux partenaires au développement des capacités d'interprétation dans les langues officielles et autochtones, tout en assurant la santé et à la sécurité des interprètes.

Résultat ministériel : Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée

Le ministère continue à agir pour renforcer son approche visant à mieux connaître les partenaires d'affaires du gouvernement du Canada et le risque qu'ils peuvent représenter.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- poursuivre ses efforts liés à l'approche de prestation de services axée sur le client en matière de protection des renseignements et des biens sensibles et stratégiques de l'État en améliorant les processus du Programme de sécurité des contrats (p. ex., enquêtes de sécurité ciblées) et du Programme des marchandises contrôlées (p. ex., amélioration de la prestation des services par rapport aux normes de service);

- poursuivre la négociation d'instruments de sécurité bilatéraux avec les partenaires étrangers afin d'ouvrir de nouvelles perspectives d'approvisionnement aux entreprises canadiennes, de concert avec AMC et le MDN;
- identifier et déployer des mesures pour atténuer davantage les risques de menace associés aux fournisseurs qui suscitent des préoccupations afin de mieux protéger l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement;
- continuer à étudier des moyens d'atténuer le risque posé par les cas de fraude et d'inconduite, ce qui comprend divers outils et diverses activités tels que le recouvrement de fonds liés à des paiements illégitimes.

Résultat ministériel : Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens

SPAC se concentre sur des initiatives stratégiques pour que les organisations fédérales aient les outils et services essentiels dont elles ont besoin.

Résultats que SPAC projette d'atteindre :

- continuer à privilégier le renouvellement du Système d'information sur la gestion des biens saisis afin d'en améliorer l'expérience utilisateur et d'en augmenter le nombre de fonctions;
- améliorer et faire évoluer les services et les solutions à l'échelle de l'administration fédérale en mettant en place des environnements numériques, par exemple le nuage, en augmentant les capacités de traitement de l'information et en intégrant des outils modernes qui permettent la prestation de services de programme dans les ministères et à l'échelle de l'administration fédérale, conformément à l'Ambition numérique du Canada;
- accélérer la modernisation de l'infrastructure informatique actuelle afin de garantir la fiabilité et la sécurité des activités du ministère;
- faire progresser le déploiement de solutions d'entreprise pour augmenter la concordance entre les flux de travail et les processus du ministère et, par conséquent, améliorer les services fournis aux Canadiens et aux Canadiennes.

Principaux risques

Risque lié à la prestation efficace de services et d'outils aux organisations fédérales

L'exécution des programmes de soutien pangouvernementaux de SPAC pourrait être entravée en raison d'un manque de ressources et de capacités qualifiées, de systèmes et d'applications vieillissants, d'interdépendances avec les intervenants internes et externes, d'un financement limité et de menaces externes au gouvernement, qui pourraient compromettre la capacité des organisations fédérales à offrir des programmes et des services aux Canadiens. Pour atténuer ce risque, SPAC prendra les mesures suivantes :

- continuer d'explorer les options de recrutement, de tirer parti des ressources actuelles du ministère et de promouvoir le leadership et la planification de la relève, afin de maintenir une

capacité adéquate pour la continuité et la prestation efficace des services aux clients de SPAC au sein du ministère et d'autres organisations fédérales;

- investir dans la formation et le développement du personnel ainsi que dans les outils informatiques pour améliorer la rapidité et la qualité du travail pour les clients;
- continuer à développer des sources d'information pour garantir que les décisions sont exactes, cohérentes et opportunes, en diffusant les informations appropriées pour accroître la sensibilisation et éventuellement identifier les lacunes et les opportunités en matière d'information.

Ressources prévues pour atteindre les résultats

Tableau 16 : Ressources prévues pour atteindre les résultats pour soutien à l'échelle du gouvernement

Tableau 16 affiche un résumé des dépenses prévues et des équivalents temps plein nécessaires pour obtenir les résultats escomptés.

Ressources	Prévues
Dépenses	192 421 726 \$
Équivalents temps plein	2 567

Les [informations financières complètes](#) et les informations sur les [ressources humaines](#) liées au répertoire des programmes de SPAC figurent dans l'InfoBase du GC.

Priorités gouvernementales connexes

Analyse comparative entre les sexes plus

SPAC améliore continuellement ses méthodes de collecte de données et continuera de cerner de nouvelles possibilités afin d'étayer et d'évaluer l'incidence des modifications apportées à ses programmes. Par l'entremise du Bureau de la traduction, le ministère continuera aussi de travailler à accroître les services de traduction et d'interprétation dans les langues autochtones ainsi qu'à offrir des services d'interprétation en l'*American Sign Language* et dans la langue des signes québécoise pour les Canadiennes et Canadiens sourds, sourds et aveugles ou devenus sourds.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur la façon dont SPAC applique l'ACS Plus à ses divers programmes et activités dans le Tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et objectifs de développement durable des Nations Unies

Les activités prévues par SPAC, relevant de sa responsabilité essentielle soutien à l'échelle du gouvernement contribuent aux efforts du Canada pour se conformer au programme des Nations Unies pour 2030 et aux objectifs de développement durable, prévoient la poursuite de la collaboration avec d'autres ministères et organismes pour améliorer l'accès aux langues autochtones, les efforts consacrés au développement des capacités de traduction et d'interprétation en langues autochtones, les activités liées à GCSurplus et les capacités de gestion du programme de recyclage des piles national. Ces initiatives contribuent à l'atteinte des objectifs suivants :

- objectif 10 : faire progresser la réconciliation avec les peuples autochtones et prendre des mesures pour réduire les inégalités;
- objectif 12 : réduire les déchets et passer à des véhicules zéro émission.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur les contributions de SPAC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 ainsi qu'à SFDD dans la SMDD de SPAC.

Répertoire des programmes

Soutien à l'échelle du gouvernement est pris en charge par les programmes suivants dans le répertoire des programmes :

- Aliénation des biens
- Office des normes générales du Canada
- Services d'imagerie documentaire
- Services organisationnels pangouvernementaux
- Services d'information
- Services linguistiques
- Services de sécurité et de surveillance
- Gestion des services

De plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour soutien à l'échelle du gouvernement sont disponibles sur la page des [Résultats de l'InfoBase](#) du GC.

Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière

Aucun changement n'a été apporté au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière.

Responsabilité essentielle 5 : Ombud de l’approvisionnement

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Indicateurs, résultats et cibles](#)
- [Plans visant à atteindre les cibles](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources prévues pour atteindre les résultats](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)
- [Résumé des changements apportés au cadre d’établissement de rapport depuis l’année dernière](#)

Description

Le Bureau de l’Ombud de l’approvisionnement (BOA) mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d’approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et de fournir des services de règlement des différends.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aussi au domaine « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, aux indicateurs « Confiance à l’égard des institutions » et « Accès à un système de justice juste et équitable » par l’entremise de toutes les activités mentionnées dans la description de la responsabilité essentielle.

Indicateurs, résultats et cibles

Cette section fait état des indicateurs du BOA, des résultats réels des trois derniers exercices, des cibles et des dates limites approuvés pour 2025 à 2026 concernant la responsabilité essentielle Ombud de l’approvisionnement. Les renseignements sont présentés par résultat ministériel.

Tableau 17 : **Sensibiliser aux enjeux liés à l’approvisionnement et échanger des renseignements**

Tableau 17 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour Ombud de l’approvisionnement.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Nombre d’activités de sensibilisation tenues chaque année avec les fournisseurs canadiens, principalement les petites et moyennes entreprises, les représentants du gouvernement fédéral et d’autres intervenants	2021 à 2022 : 64 2022 à 2023 : 96 2023 à 2024 : 107	Au moins 48	31 mars 2026

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Nombre de provinces et territoires où se déroulent ces activités de sensibilisation	2021 à 2022 : 12 2022 à 2023 : 13 2023 à 2024 : 13	Au moins 6	31 mars 2026
Pourcentage du nombre de nouvelles visites du site Web du BOA d'une année à l'autre	2021 à 2022 : 48 % 2022 à 2023 : Sans objet ¹² 2023 à 2024 : 199,8 %	Au moins 5 %	31 mars 2026
Pourcentage de nouveaux abonnés et d'impressions sur les comptes de médias sociaux numériques du BOA d'une année à l'autre	2021 à 2022 : Sans objet ¹³ 2022 à 2023 : 2,563 % 2023 à 2024 : -97,5 %	Au moins 10 %	31 mars 2026

Tableau 18 : Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends

Tableau 18 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour Ombud de l'approvisionnement.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des processus de règlement extrajudiciaire des différends donnant lieu à une entente de règlement convenue par les deux parties	2021 à 2022 : 0 % 2022 à 2023 : 100 % 2023 à 2024 : 0 %	Au moins 75 %	31 mars 2026

Tableau 19 : Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales

Tableau 19 affiche un résumé des cibles et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats pour Ombud de l'approvisionnement.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
Pourcentage des plaintes des fournisseurs examinées dans un délai de 120 jours	2021 à 2022 : 100 % 2022 à 2023 : 100 % 2023 à 2024 : 100 %	100 %	31 mars 2026

¹² En raison de l'arrêt du logiciel de collecte de données de mai 2022 à janvier 2023, ce résultat n'est pas disponible.

¹³ Nouvel indicateur depuis 2022 à 2023.

Indicateur	Résultats réels	Cible	Date de réalisation
ouvrables, conformément aux exigences législatives			
Pourcentage des recommandations faites par l'Ombud pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures	2021 à 2022 : Sans objet ¹⁴ 2022 à 2023 : 100 % 2023 à 2024 : 100 %	100 %	31 mars 2026

Voir aussi les [résultats détaillés et les informations sur le rendement](#) liés au répertoire des programmes de SPAC dans l'InfoBase du GC.

Plans visant à atteindre les cibles

La section suivante décrit les résultats prévus pour l'Ombud de l'approvisionnement en 2025 à 2026.

Résultat ministériel : Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements

Résultats que le BOA prévoit atteindre :

- partager de l'information et sensibiliser les fournisseurs canadiens et les organisations fédérales aux questions d'approvisionnement en les invitant à se renseigner sur les défis et les possibilités en matière d'approvisionnement et à les informer à propos de ses services.

Résultat ministériel : Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends

Conformément à sa devise « Nous sommes là pour vous aider », le BOA continuera d'offrir des services de règlement des différends peu coûteux aux fournisseurs et aux organisations fédérales lorsque des différends surviennent pendant l'exécution d'un contrat.

Résultats que le BOA projette d'obtenir :

- s'efforcer de résoudre les problèmes et les litiges en matière d'approvisionnement aussi rapidement et officieusement que possible en rétablissant les voies de communication entre les fournisseurs et les ministères avec le concours des médiateurs agréés du BOA;
- aider les parties à un contrat fédéral à régler leurs différends, à éviter les litiges possibles et à s'entendre s'il n'y a pas lieu de trouver une solution de manière informelle en recourant aux services de médiation officiels du BOA.

¹⁴ Le résultat n'était pas disponible parce que le Bureau de l'ombud de l'approvisionnement n'avait pas mené à bien d'examen de suivi. Toutefois, deux examens de suivi qui avaient été lancés au cours de l'exercice 2021 à 2022 ont été menés à bien en 2022 à 2023.

Résultat ministériel : Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales

Résultats que le BOA projette d'obtenir :

- régler les problèmes en matière d'approvisionnement en prenant connaissance des plaintes relatives à l'attribution de certains contrats fédéraux pour l'acquisition de biens totalisant moins de 33 400 \$ et de services totalisant moins de 133 800 \$;
- prendre connaissance des plaintes relatives à l'administration de certains contrats fédéraux, quelle qu'en soit la valeur;
- poursuivre l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales afin d'évaluer l'équité, l'ouverture et la transparence. Les pratiques seront affichées sur le Web du BOA pour faire connaître les pratiques exemplaires et les recommandations d'amélioration soulevées dans l'examen.

Principaux risques

Afin d'atténuer les risques possibles liés à son mandat, le BOA prendra les mesures suivantes :

- continuer à demander une augmentation de son budget pour respecter ses normes de service, effectuer des examens systémiques importants et des examens de suivi des pratiques d'approvisionnement fédérales, réaliser des études sur des questions essentielles liées aux processus d'approvisionnement fédéraux et fournir des services aux entreprises appartenant à des membres de groupes sous-représentés afin de diversifier davantage la chaîne d'approvisionnement fédérale;
- formuler des orientations et des recommandations visant à améliorer le système d'approvisionnement fédéral en général, ce qui permettra de renforcer les pratiques d'approvisionnement du Canada par la promotion de la transparence et de la responsabilité;
- Se tenir au fait des tendances, des développements et des initiatives actuels dans le domaine de l'approvisionnement fédéral afin de maximiser la qualité et la valeur de ses recommandations et de ses résultats;
- Collaborer étroitement avec les intervenants fédéraux en matière d'approvisionnement pour s'assurer qu'ils tiennent compte des répercussions de leurs actions et demeurent axés sur les besoins des personnes qu'ils servent.

Ressources prévues pour atteindre les résultats

Tableau 20 : Ressources prévues pour atteindre les résultats pour l'Ombud de l'approvisionnement

Tableau 20 affiche un résumé des dépenses prévues et des équivalents temps plein nécessaires pour obtenir les résultats escomptés.

Ressources	Prévues
Dépenses	4 534 537 \$
Équivalents temps plein	34

Les [informations financières complètes](#) et les informations sur les [ressources humaines](#) liées au répertoire des programmes de SPAC figurent dans l'InfoBase du GC.

Priorités gouvernementales connexes

Analyse comparative entre les sexes plus

Le BOA continuera à appliquer une optique de diversité et d'inclusion à toutes ses interactions avec des tiers, y compris les ministères, les fournisseurs et le grand public. Au cours de l'exercice financier, le BOA participera aussi de manière active au sous-comité sur la diversité et l'inclusion de la Fédération canadienne des bureaux d'ombuds, qui est un forum permettant aux organismes fédéraux d'ombuds de tout le Canada de mettre en commun des informations sur les programmes, les initiatives et les pratiques exemplaires qui favoriseront un milieu de travail diversifié, inclusif et équitable.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur la façon dont SPAC applique l'ACS Plus à ses divers programmes et activités dans le Tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus.

Répertoire des programmes

L'Ombud de l'approvisionnement est pris en charge par le programme suivant dans le répertoire des programmes :

- Ombud de l'approvisionnement

De plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour l'ombud de l'approvisionnement sont disponibles sur la page des [Résultats de l'InfoBase](#) du GC.

Résumé des changements apportés au cadre d'établissement de rapport depuis l'année dernière

Depuis l'année dernière, SPAC a apporté les changements suivants à son cadre de rapports pour la responsabilité essentielle Ombud de l'approvisionnement :

- Le nom Ombudsman de l'approvisionnement a été changé pour Ombud de l'approvisionnement pour promouvoir la neutralité linguistique et de genre, à la suite d'un décret.

Services internes

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Plans visant à atteindre les cibles](#)
- [Ressources prévues pour atteindre les résultats](#)
- [Planification de l'attribution des marchés aux entreprises autochtones](#)

Description

Les services internes sont les services fournis au sein d'un ministère afin qu'il puisse respecter ses obligations intégrées et exécuter ses programmes. Les 10 catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion et de surveillance
- services de communications
- services juridiques
- services de gestion des ressources humaines
- services de gestion des finances
- services de gestion de l'information
- services de technologie de l'information
- services de gestion des biens immobiliers
- services de gestion du matériel
- services de gestion des acquisitions

Plans visant à atteindre les cibles

Cette section décrit comment le ministère projette d'atteindre les résultats et les cibles prévus pour les services internes.

Services de communications

Le ministère continue d'améliorer la façon dont il communique avec les Canadiens et les Canadiennes ainsi qu'avec ses employés en utilisant de nouvelles technologies et approches. Il s'agit notamment d'activités de communication adaptées au public visé, telles que l'amélioration des relations avec les médias, la mise en récit, l'utilisation accrue de contenu multimédia et la garantie d'un langage, d'une terminologie et d'un contenu inclusifs, adaptés au contexte culturel et respectueux (p. ex., les pronoms).

En 2025 à 2026, les plateformes Internet et intranet de SPAC seront modernisées afin de répondre aux exigences du gouvernement relatives au Web et de soutenir une approche centrée sur l'utilisateur, accessible et axée sur les tâches pour la diffusion d'informations et la prestation de services. Le ministère cherchera également d'autres occasions de renforcer l'ouverture et la transparence, en publiant des informations de manière proactive chaque fois que cela sera possible.

Services de gestion des ressources humaines

SPAC élaborera puis déploiera son plan d'action renouvelé sur la diversité et l'inclusion pour 2025 à 2029, en privilégiant la gestion des talents, la promotion des valeurs et de l'éthique et la mesure des progrès par l'adoption d'un cadre de mesure du rendement en matière de diversité et d'inclusion. Le

ministère poursuivra ses efforts et son travail d'information en faveur de l'équité en matière d'emploi (EE) pour combler les écarts de représentation des groupes désignés, en établissant des objectifs et des stratégies de recrutement et de maintien en poste adaptées pour l'EE et, parallèlement, en continuant à participer activement à des initiatives ciblées en la matière.

Le ministère continuera de renforcer sa stratégie évolutive de santé mentale, de bien-être et d'inclusion en augmentant les services de soutien en personne ainsi qu'en élaborant des outils, des services, des ressources et des activités d'apprentissage à l'intention des employés afin de répondre aux besoins évolutifs de santé mentale. SPAC intégrera la solution numérique pour le Passeport pour l'accessibilité en milieu de travail du gouvernement du Canada, qui vise à favoriser des milieux de travail inclusifs, et en fera la promotion.

SPAC fera progresser le déploiement de l'initiative RHunifiées, en adaptant son modèle de prestation de services pour en assurer la souplesse et l'intégration à l'échelle des fonctions de RH ainsi que l'hébergement sur un nouveau portail de services. Les objectifs de cette initiative consistent à améliorer l'expérience client, à renforcer l'intégrité des données de RH et à assurer un bon suivi des besoins en services de RH ainsi que de l'efficacité de ces services pour éclairer le processus décisionnel.

Services de gestion et de surveillance

Le ministère poursuivra l'optimisation de son programme de sécurité en respectant les priorités établies dans le nouveau Plan de sécurité ministériel (PSM) 2025 à 2028. Outre qu'il fait état des activités qui auront lieu ces trois prochaines années pour atténuer les risques de sécurité soulevés lors des consultations ministérielles, de même que celles prévues pour améliorer l'exécution des programmes concernés en général, le PSM assure le suivi et le compte rendu de leur progression.

Services de technologie de l'information

En 2025 à 2026, SPAC poursuivra l'adoption de diverses solutions et fonctions d'entreprise qui contribueront directement à la réalisation de la vision du gouvernement du Canada sur la modernisation des services et de l'infrastructure numérique ainsi qu'à l'instauration de la stratégie numérique du ministère. Il en résultera une amélioration de la cohérence, des flux de travail, des processus et de l'efficacité dans divers services, en commençant de manière itérative puis en passant à des services de ressources humaines, des technologies de l'information et des biens immobiliers en particulier. Par ailleurs, ces initiatives s'inscriront directement dans les efforts que SPAC consacre à la migration de certaines applications opérationnelles vers le nuage, conformément à la stratégie d'hébergement infonuagique du gouvernement du Canada.

SPAC entreprend plusieurs initiatives pour améliorer l'accessibilité globale de ses solutions et assurer la conformité avec la Norme nationale du Canada. Sont prévues à cette fin des évaluations des Règles pour l'accessibilité des contenus Web, la mise en place de logiciels d'accessibilité adaptés et la formulation de conseils sur l'accessibilité pour les projets prioritaires.

Ressources prévues pour atteindre les résultats

Tableau 21 : Ressources prévues pour atteindre les résultats pour les services internes cette année

Tableau 21 affiche un résumé des dépenses prévues et des équivalents temps plein nécessaires pour obtenir les résultats escomptés.

Ressources	Prévues
Dépenses	385 051 530 \$
Équivalents temps plein	3 458

Les [informations financières complètes](#) et les informations sur les [ressources humaines](#) liées au répertoire des programmes de SPAC figurent dans l'InfoBase du GC.

Planification de l'attribution des marchés aux entreprises autochtones

SPAC demeure engagé envers la réconciliation économique avec les Peuples Autochtones et contribuera à l'amélioration des résultats socio-économiques en multipliant les débouchés pour les entreprises des Premières Nations, des Inuits et des Métis dans le cadre des processus d'approvisionnement fédéraux.

Pour assurer le respect de l'engagement du gouvernement du Canada d'attribuer chaque année au moins 5 % de la valeur totale des contrats à des entreprises autochtones, SPAC continuera à travailler avec Services aux Autochtones Canada pour revoir ses contrats en 2025 à 2026 et pour valider l'identification et l'approbation de toutes les exceptions.

Voici ce que fera SPAC pour augmenter la probabilité d'atteindre l'objectif de 5 % en 2025 à 2026 :

- augmenter le volume d'achats auprès des entreprises autochtones par le biais de l'exercice de planification des objectifs;
- continuer à présenter à Services aux Autochtones Canada un plan d'approvisionnement approuvé par l'administrateur général pour atteindre l'objectif minimal obligatoire;
- poursuivre le travail d'information, de promotion et de concertation par l'intermédiaire du cadre supérieur désigné de SPAC pour la gestion de l'approvisionnement et par l'intermédiaire de son coordonnateur pour l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones;
- par l'intermédiaire de SAC, poursuivre les séances et les actions d'information destinées aux acteurs de l'industrie, par exemple les entreprises détenues et dirigées par des Autochtones et les entrepreneurs, les communautés et les associations autochtones, afin de les informer des perspectives d'approvisionnement et du soutien qu'ils peuvent obtenir dans le cadre des programmes et des services du gouvernement du Canada;
- étudier de nouveaux moyens d'assurer le suivi et le compte rendu de la valeur des contrats de sous-traitance détenus par des fournisseurs autochtones.

SPAC continuera par ailleurs à élaborer des moyens novateurs et à employer des outils et des stratégies d’approvisionnement qui font augmenter la participation des Autochtones. Dans la foulée de ses travaux antérieurs, SPAC continuera :

- à structurer et à dégrouper les processus d’approvisionnement importants et complexes pour lesquels les entreprises autochtones ont les capacités et manifestent un intérêt et auxquels elles sont en mesure de participer;
- à fournir des possibilités d’agir en faveur de la sous-traitance auprès des entreprises autochtones, de l’emploi d’Autochtones, du développement des compétences des Autochtones, de l’élaboration de formations destinées aux Autochtones et de contribuer à l’établissement d’autres mesures ou de critères visant à renforcer l’inclusion des Autochtones;
- à inclure des volets consacrés aux entreprises autochtones dans les offres à commandes et les arrangements en matière d’approvisionnement nouveaux et renouvelés, dans la mesure du possible et s’il y a lieu;
- faire des achats de faible valeur auprès de fournisseurs autochtones si le Règlement sur les marchés de l’État le permet;
- limiter le processus d’appel d’offres aux fournisseurs autochtones, dans la mesure du possible et s’il y a lieu.

Comme dans le passé, SPAC continue à analyser ses propres dossiers d’approvisionnement dans le but d’y inclure des mesures efficaces en matière d’approvisionnement auprès des entreprises autochtones. Si ces mesures n’ont pas pu être incluses ou s’il n’a pas été jugé opportun de les inclure, une justification est requise. SPAC continuera à prendre connaissance des justifications avant l’appel d’offres. SPAC ne fera des exceptions que lorsque l’impossibilité d’inclure ces mesures dans les processus d’approvisionnement est démontrée ou qu’une justification adéquate est fournie.

Tableau 22 : Le tableau fait état des pourcentages réels, prévus et planifiés des contrats attribués aux entreprises autochtones.

Champ de déclaration de 5 %	Résultat réel pour 2023 à 2024	Pourcentage prévu pour 2024 à 2025	Résultat planifié pour 2025 à 2026
Pourcentage total de contrats avec des entreprises autochtones	3,41 %.	5 %	5 %

Dépenses et ressources humaines prévues

Cette section donne un aperçu des dépenses et des ressources humaines prévues de SPAC pour les trois prochains exercices et compare les dépenses prévues pour l'exercice 2025 à 2026 avec les dépenses réelles pour l'exercice en cours et les exercices précédents.

Dans la présente section

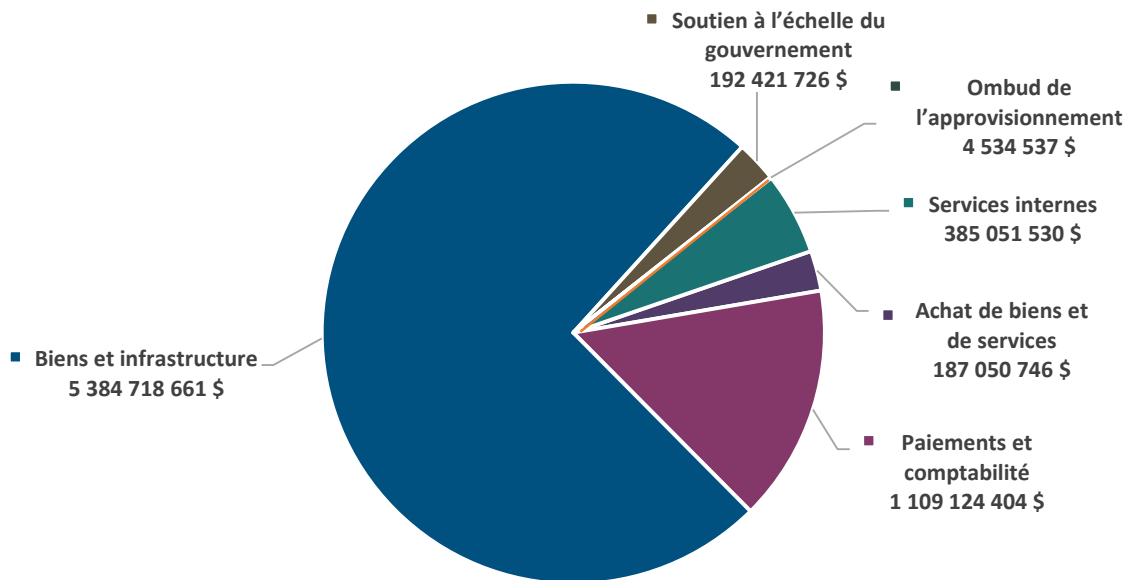
- [Dépenses](#)
- [Financement](#)
- [État condensé prospectif des opérations](#)
- [Ressources humaines](#)

Dépenses

Cette section présente un aperçu des dépenses prévues du ministère de l'exercice 2022 à 2023 à l'exercice 2027 à 2028.

Graphique 1 : **Dépenses prévues par responsabilité essentielle en 2025 à 2026**

Le graphique 1 montre les dépenses prévues par le ministère en 2025 à 2026 pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.



Description textuelle de la figure 1

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues en 2025 à 2026
Achat de biens et de services	187 050 746 \$
Paielements et comptabilité	1 109 124 404 \$
Biens et infrastructure	5 384 718 661 \$
Soutien à l'échelle du gouvernement	192 421 726 \$
Ombud de l'approvisionnement	4 534 537 \$
Services internes	385 051 530 \$

Analyse des dépenses prévues par responsabilité essentielle et services internes

Pour l'exercice 2025 à 2026, les dépenses prévues par le ministère pour les programmes et les services s'élèvent à **7 263** millions de dollars. Voici quelques exemples d'activités prévues dans le cadre de chaque responsabilité essentielle et services internes pour 2025 à 2026 :

Achat de biens et de services (187 millions de dollars) : Poursuivre la modernisation des pratiques d'approvisionnement, réaliser des achats clés à l'appui de la politique de défense du Canada et continuer à faire progresser les initiatives pangouvernementales visant à accroître la diversité des fournisseurs.

Paielements et comptabilité (1 109 millions de dollars) : Continuer d'administrer et d'assurer, en collaboration avec les ministères du gouvernement, des services exacts et rapides en ce qui a trait à la paye et aux avantages sociaux pour tous les fonctionnaires ainsi que des services aux participants actifs ou retraités du régime de pension.

Biens et infrastructure (5 385 millions de dollars) : Continuer de faire avancer les projets majeurs de biens immobiliers et d'infrastructure, optimiser les lieux de travail des fonctionnaires fédéraux, faire progresser le Plan de réduction du portefeuille de locaux à bureaux du gouvernement du Canada en réduisant le portefeuille de bureaux et poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de Laboratoires Canada.

Soutien à l'échelle du gouvernement (192 millions de dollars) : Travailler sur diverses priorités comme la transformation numérique dans les services linguistiques, moderniser les services et les outils pour améliorer le service à la clientèle, augmenter la capacité de traitement de l'information et protéger les renseignements et les biens sensibles et stratégiques du gouvernement.

Ombud de l'approvisionnement (5 millions de dollars) : Examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales afin d'encourager l'équité, l'ouverture et la transparence, enquêter sur les

plaintes des fournisseurs canadiens et fournir des services de règlement extrajudiciaire des différends aux fournisseurs et aux organisations fédérales.

Services internes (385 millions de dollars) : Soutenir les 10 catégories de services internes du ministère afin qu'il puisse remplir ses obligations intégrées et exécuter ses programmes. Le ministère poursuivra notamment l'adoption de diverses solutions et fonctions d'entreprise pour soutenir sa stratégie numérique, développera et lancera son plan d'action renouvelé sur la diversité et l'inclusion 2025 à 2029, poursuivra le déploiement de l'initiative RHunifiées et l'optimisation de son programme de sécurité en respectant les priorités établies dans le nouveau Plan de sécurité ministériel 2025 à 2028.

Veuillez noter qu'il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de toutes les activités prévues dans le cadre de chaque responsabilité essentielle et services internes en 2025 à 2026. Pour plus de détails, veuillez consulter les sections relatives à chaque responsabilité essentielle et services internes dans le présent rapport.

Sommaire du rendement budgétaire

Tableau 23 : **Sommaire des dépenses de trois exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)**

Le tableau 23 indique la somme d'argent dépensée par SPAC au cours des trois derniers exercices pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes. Les montants pour l'exercice en cours sont prévus en fonction des dépenses à ce jour.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses réelles 2022 à 2023	Dépenses réelles 2023 à 2024	Dépenses projetées 2024 à 2025
Achat de biens et de services	184 863 896	196 842 940	231 142 688
Paielements et comptabilité	564 043 558	836 496 904	897 760 530
Biens et infrastructure	3 197 493 336	3 757 979 775	3 770 783 339
Soutien à l'échelle du gouvernement	144 364 383	174 902 636	173 233 827
Ombud de l'approvisionnement	4 630 094	4 697 286	5 679 452
Total partiel	4 095 395 267	4 970 919 541	5 078 599 836
Services internes	354 395 781	404 361 844	389 711 429
Total	4 449 791 048	5 375 281 385	5 468 311 265

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués et différer de ceux indiqués sur d'autres documents publics.

Analyse des dépenses des trois derniers exercices

L'augmentation globale de **1 018 millions de dollars** entre les dépenses réelles de 2022 à 2023 et les dépenses projetées de 2024 à 2025 est expliquée par les éléments suivants :

Le ministère a dépensé environ **925 millions de dollars** de plus au cours de l'exercice 2023 à 2024 qu'en 2022 à 2023. L'augmentation est principalement due à :

- Paiements et comptabilité :
 - l'augmentation des dépenses pour aider à stabiliser le système de paye de la fonction publique, éliminer l'arriéré des problèmes de paye, augmenter la capacité de prestation des services de paye en plus des activités liées à l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération suite au transfert en provenance de Services partagés Canada (SPC);
 - le délai entre les paiements et les recouvrements des dépenses dans le cadre du programme de paiements en remplacement d'impôts, principalement attribuable aux paiements à la Ville de Montréal et au recouvrement auprès d'Aéroports de Montréal.
- Biens et infrastructure :
 - dépenses pour réaliser les projets en lien avec les biens et infrastructures du ministère, tels que la réfection majeure de la Place du Portage III, le Programme d'acquisition de services énergétiques, la réhabilitation et la modernisation de l'enveloppe du bâtiment des Terrasses de la Chaudière, le programme de réhabilitation de l'édifice du Centre et l'achat de l'édifice du 181, rue Queen à Ottawa pour les locaux de la Chambre des communes;
 - financement supplémentaire reçu pour la protection contre l'inflation et les variations de prix liées aux besoins en espace et aux facteurs dans le secteur immobilier sur lesquels SPAC a très peu ou aucun contrôle, comme le loyer, le coût des services publics et le coût de gestion de locaux.

Le ministère prévoit dépenser environ **93 millions de dollars** de plus au cours de l'exercice 2024 à 2025 qu'en 2023 à 2024. L'augmentation est principalement expliquée par :

- Paiements et comptabilité :
 - le transfert de l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération en provenance de SPC à SPAC ainsi que le financement additionnel reçu pour l'acceptation des cartes et aux frais d'affranchissement. Cette augmentation est partiellement compensée par les différences de calendrier entre les paiements aux administrations municipales et les recouvrements auprès d'autres organisations gouvernementales.

Des renseignements financiers plus détaillés des exercices précédents se trouvent dans la [section Finances](#) de l'InfoBase du GC.

Tableau 24 : **Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)**

Le tableau 24 indique la somme d'argent que SPAC prévoit dépenser au cours des trois prochains exercices pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues pour 2025 à 2026	Dépenses prévues pour 2026 à 2027	Dépenses prévues pour 2027 à 2028
Achat de biens et services	187 050 746	161 641 612	163 201 203
Paielements comptabilité	1 109 124 404	1 037 290 136	329 084 962
Biens et infrastructure	5 384 718 661	4 031 043 239	3 643 020 790
Soutien à l'échelle du gouvernement	192 421 726	156 822 540	151 320 758
Ombud de l'approvisionnement	4 534 537	4 537 309	4 537 309
Total partiel	6 877 850 074	5 391 334 836	4 291 165 022
Services internes	385 051 530	332 997 157	279 100 121
Total	7 262 901 604	5 724 331 993	4 570 265 143

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Analyse des dépenses des trois prochains exercices

Pour l'exercice 2027 à 2028, le ministère prévoit dépenser **2 693 millions de dollars** de moins qu'au cours de l'exercice 2025 à 2026. Cette diminution est principalement expliquée par :

- Achat de biens et de services :
 - la fin du financement supplémentaire reçu dans le budget 2023 pour la phase suivant la mise en œuvre de la solution d'achats électroniques en nuage.
- Paiements et comptabilité :
 - la fin du financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de la paye et de réduire l'arriéré des problèmes de paye, ainsi que l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération.
- Biens et infrastructure :
 - la réduction du financement associé aux projets majeurs tels que la modernisation et la réhabilitation de l'enveloppe du bâtiment des Terrasses de la Chaudière, la rénovation majeure de Lester B. Pearson et le Programme d'acquisition de services énergétiques, en raison de la mise en œuvre des programmes de travail prévus.
- Soutien à l'échelle du gouvernement :

- o les économies générées par des technologies telles que la traduction automatique neuronale, la rationalisation des processus et l'attrition pour les services linguistiques;
- o une diminution du financement pour les services parlementaires à distance et hybrides, à la fin du financement pour le Sommet du G7, et la fin du financement supplémentaire pour le projet de Transformation du système de sécurité industrielle (TSSI).
- Services internes :
 - o la fin du financement supplémentaire reçu pour les services internes liés à l'administration de la paye;
 - o les fluctuations du financement pour les projets de technologies de l'information tels que le renouvellement des ordinateurs portables du ministère, la plateforme fiable du gouvernement du Canada et la convergence numérique;
 - o le financement supplémentaire reçu pour l'exercice 2025 à 2026 pour le projet S/4HANA.

Le financement sera rajusté si de futures autorisations sont reçues.

Des [renseignements financiers plus détaillés des dépenses prévues](#) se trouvent dans la section Finances de l'InfoBase du GC.

Tableau 25 : **Résumé budgétaire des dépenses brutes et des dépenses nettes prévues (en dollars)**

Le tableau 25 fait le rapprochement des dépenses brutes prévues et des dépenses nettes prévues pour 2025 à 2026.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses brutes prévues pour 2025 à 2026	Revenus prévus déduits des dépenses pour 2025 à 2026	Dépenses nettes prévues pour 2025 à 2026 (autorisations utilisées)
Achat de biens et services	389 751 781	(202 701 035)	187 050 746
Paievements et comptabilité	1 363 436 444	(254 312 040)	1 109 124 404
Biens et infrastructure	8 849 822 092	(3 465 103 431)	5 384 718 661
Soutien à l'échelle du gouvernement	525 728 272	(333 306 546)	192 421 726
Ombud de l'approvisionnement	4 534 537	0	4 534 537
Total partiel	11 133 273 126	(4 255 423 052)	6 877 850 074
Services internes	463 191 349	(78 139 819)	385 051 530
Total	11 596 464 475	(4 333 562 871)	7 262 901 604

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Analyse du résumé budgétaire des dépenses brutes et des dépenses nettes prévues

Les principales sources de recettes du ministère, déduites des dépenses, sont perçues par l'intermédiaire du programme Locaux fédéraux et infrastructure des services immobiliers, ainsi que par ses trois fonds renouvelables actifs.

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers perçoit la plupart des recettes en fournissant des services immobiliers, comme la réalisation de projets, la gestion des installations et les services consultatifs. Le programme Locaux fédéraux et Infrastructure des Services immobiliers génère des revenus principalement :

- en offrant des espaces, des salles de conférence et des places de stationnement;
- en préparant des espaces à l'occupation;
- en produisant et en distribuant des services publics.

Les recettes sont également perçues par le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction qui offre des services de traduction, d'interprétation et d'autres services linguistiques, ainsi que par le Fonds renouvelable des services optionnels, principalement pour des services de déplacements et de la gestion du transport.

Des renseignements sur [l'harmonisation des dépenses](#) de SPAC avec les dépenses et les activités du gouvernement du Canada figurent dans l'InfoBase du GC.

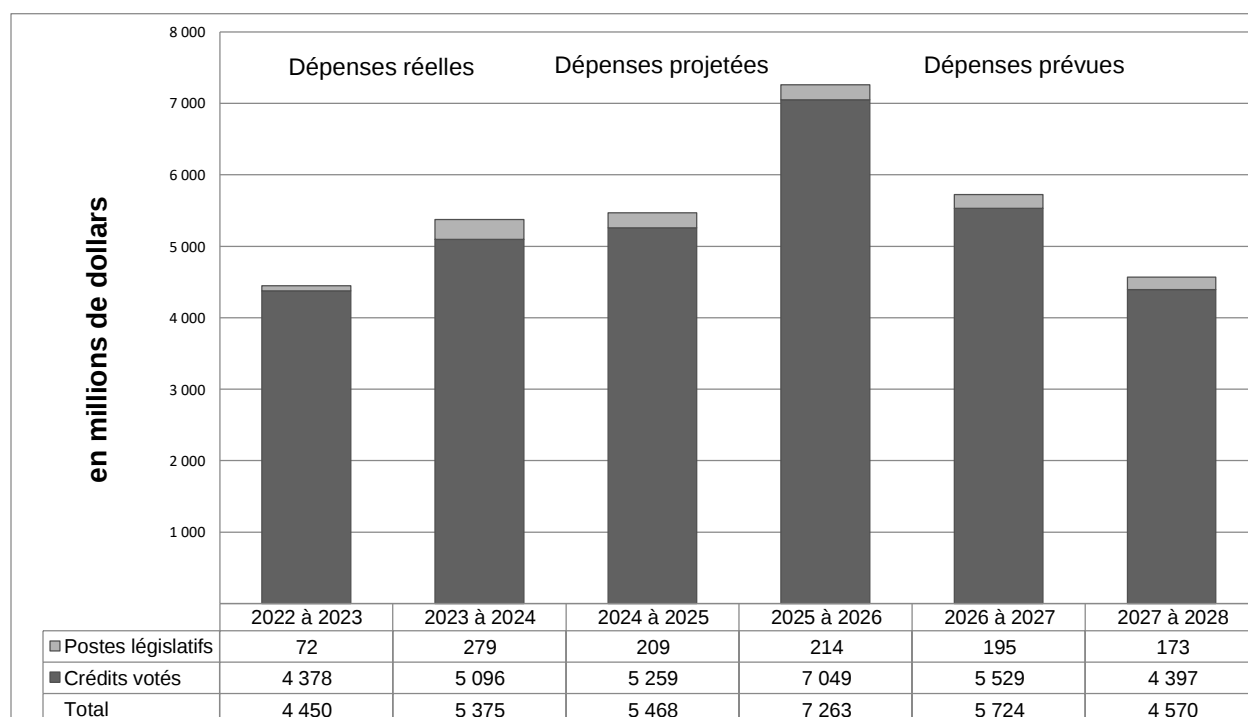
Financement

Cette section présente un aperçu du financement voté et législatif du ministère par rapport à ses responsabilités essentielles et à ses services internes.

Pour en savoir plus sur les autorisations de financement, consultez les [budgets et dépenses du gouvernement du Canada](#).

Graphique 2 : **Financement approuvé (législatif et voté) pour une période de six exercices**

Le graphique 2 résume le financement voté et législatif du ministère pour la période de 2022 à 2023 à 2027 à 2028.



Description textuelle du graphique 2

Exercice	Total	Crédits votés	Postes législatifs
2022 à 2023	4 450 000 000	4 378 000 000	72 000 000
2023 à 2024	5 375 000 000	5 096 000 000	279 000 000
2024 à 2025	5 468 000 000	5 259 000 000	209 000 000
2025 à 2026	7 263 000 000	7 049 000 000	214 000 000
2026 à 2027	5 724 000 000	5 529 000 000	195 000 000
2027 à 2028	4 570 000 000	4 397 000 000	173 000 000

Analyse du financement législatif et voté pour une période de six exercices

Ce diagramme à barres représente les dépenses réelles des exercices 2022 à 2023 et 2023 à 2024, les dépenses projetées pour l'exercice 2024 à 2025 et les dépenses prévues pour les exercices 2025 à 2026 jusqu'à 2027 à 2028, réparties entre les dépenses législatives et les dépenses votées.

L'écart entre les dépenses projetées pour l'exercice 2024 à 2025 et les dépenses prévues de l'exercice 2025 à 2026 à l'exercice 2027 à 2028 est principalement attribuable aux rajustements techniques de l'exercice précédent, aux reports et aux fonds supplémentaires reçus dans le budget supplémentaire des dépenses de l'exercice 2024 à 2025 et inclus dans les dépenses projetées, mais non encore connus pour les exercices 2025 à 2026 jusqu'à 2027 à 2028.

Pour l'exercice 2025 à 2026, le ministère prévoit dépenser environ **1 795 millions de dollars** de plus que les dépenses projetées pour l'exercice 2024 à 2025. La variance dans les dépenses nettes prévues reflète une augmentation du financement en lien avec le plan d'investissement pour permettre l'avancement des projets majeurs tels que la modernisation et la réhabilitation de l'enveloppe du bâtiment des Terrasses de la Chaudière, la rénovation majeure de Lester B. Pearson et le Programme d'acquisition de services énergétiques. La variance est aussi attribuable à une augmentation du financement pour l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération. Le financement sera rajusté si de futures autorisations sont reçues.

Une analyse supplémentaire des écarts entre les dépenses réelles et les dépenses projetées est fournie dans le [Sommaire des dépenses des trois exercices](#), tandis que l'analyse des écarts dans les dépenses prévues est fournie dans la section des [Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices](#).

Pour en savoir plus sur les crédits ministériels de SPAC, consultez le [Budget principal des dépenses 2025 à 2026](#).

État condensé prospectif des opérations

L'état condensé prospectif des opérations donne un aperçu des opérations de SPAC de l'exercice 2024 à 2025 à l'exercice 2025 à 2026.

Les montants projetés et prévus dans le présent état des opérations ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les montants projetés et prévus qui sont présentés dans d'autres sections du Plan ministériel ont été établis selon la méthode de comptabilité axée sur les dépenses. Les montants peuvent donc différer.

Tableau 26 : **État condensé prospectif des opérations pour l'exercice terminé le 31 mars 2026 (en dollars)**

Le tableau 26 résume les charges et les revenus affectant le coût de fonctionnement avant le financement du gouvernement et les transferts pour l'exercice 2024 à 2025 à l'exercice 2025 à 2026.

Renseignements financiers	Résultats projetés 2024 à 2025	Résultats prévus 2025 à 2026	Écart (résultats prévus 2025 à 2026 moins résultats projetés 2024 à 2025)
Total des charges	7 798 523 594	8 172 053 616	373 530 022

Renseignements financiers	Résultats projetés 2024 à 2025	Résultats prévus 2025 à 2026	Écart (résultats prévus 2025 à 2026 moins résultats projetés 2024 à 2025)
Total des revenus	3 546 400 806	3 491 063 800	(55 337 006)
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	4 252 122 788	4 680 989 816	428 867 028

Analyse des résultats prévus et projetés

Le coût de fonctionnement net devrait augmenter de 428,9 millions de dollars en 2025 à 2026 par rapport à 2024 à 2025. Cette augmentation est principalement attribuable au financement additionnel reçu en 2025 à 2026 pour avancer l'Initiative liée au système de ressources humaines et de paye de prochaine génération ainsi que pour la protection contre l'inflation et les variations de prix liées aux besoins en locaux et aux facteurs dans le secteur des services immobiliers, pour lesquels SPAC a très peu ou pas de contrôle, comme le loyer, le coût des services publics et le coût de gestion des locaux, ainsi que le financement reçu pour continuer à travailler sur le plan de réduction du portefeuille de bureaux du gouvernement du Canada.

Un [état des résultats prospectif et des notes connexes pour 2025 à 2026](#) plus détaillé, y compris un rapprochement du coût net des opérations avec les autorisations demandées, est accessible sur le site Web de SPAC.

Ressources humaines

Cette section présente un aperçu des ressources humaines réelles et prévues du ministère pour l'exercice 2022 à 2023 à l'exercice 2027 à 2028.

Tableau 27 : **Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes**

Le tableau 27 fournit un résumé des ressources humaines, en équivalents temps plein (ETP), associées aux responsabilités essentielles et aux services internes de SPAC pour les trois derniers exercices. Les ressources humaines pour l'exercice en cours sont prévues en fonction des données de l'exercice à ce jour.

Responsabilités essentielles et services internes	Nombre d'équivalents temps plein réels pour 2022 à 2023	Nombre d'équivalents temps plein réels pour 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein projetés pour 2024 à 2025
Achat de biens et services	2 294	2 352	2 289

Responsabilités essentielles et services internes	Nombre d'équivalents temps plein réels pour 2022 à 2023	Nombre d'équivalents temps plein réels pour 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein projetés pour 2024 à 2025
Paielements et comptabilité	4 842	5 435	6 088
Biens et infrastructure	4 533	4 571	4 731
Soutien à l'échelle du gouvernement	2 539	2 545	2 624
Ombud de l'approvisionnement	31	28	34
Total partiel	14 239	14 931	15 766
Services internes	3 049	3 176	3 355
Total	17 288	18 107	19 121

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Analyse des ressources humaines des trois derniers exercices

L'augmentation globale de **1 833 ETP** entre les exercices 2022 à 2023 et 2024 à 2025 est principalement expliquée par :

- Paiements et comptabilité :
 - les ETP additionnels visant à stabiliser les opérations de paye et à réduire l'arriéré des problèmes de paye et en raison du transfert de l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération de SPC à SPAC.
- Biens et Infrastructure :
 - la croissance légère et contrôlée des ETP dans le programme des Services immobiliers corrélée avec son volume d'activités pour réaliser les projets de SPAC et d'autres ministères tout en répondant aux priorités du gouvernement et des Services immobiliers.

Tableau 28 : **Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes**

Le tableau 28 présente des renseignements sur les ressources humaines, en équivalents temps plein, pour chacune des responsabilités essentielles de SPAC et pour ses services internes prévus au cours des trois prochains exercices.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2025 à 2026	Équivalents temps plein prévus en 2026 à 2027	Équivalents temps plein prévus en 2027 à 2028
Achat de biens et services	2 371	2 407	2 409
Paielements et comptabilité	6 315	5 697	2 411

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2025 à 2026	Équivalents temps plein prévus en 2026 à 2027	Équivalents temps plein prévus en 2027 à 2028
Biens et infrastructure	4 672	4 639	4 651
Soutien à l'échelle du gouvernement	2 567	2 523	2 469
Ombud de l'approvisionnement	34	34	34
Total partiel	15 959	15 300	11 974
Services internes	3 458	3 425	3 350
Total	19 417	18 725	15 324

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Analyse des ressources humaines pour les trois prochains exercices

La diminution globale de **4 093 ETP** entre l'exercice 2025 à 2026 et 2027 à 2028 est principalement expliquée par :

- la fin du financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de la paye et de réduire l'arriéré des problèmes de paye, ainsi que l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération. Les ETP prévus seront rajustés si de futures autorisations sont reçues.
- le fait de ne pas remplacer les départs d'employés sous le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction, sauf pour les rôles clés et spécialisés. Cette réduction est rendue possible grâce aux gains d'efficacité provenant de la rationalisation des processus et des technologies telles que la traduction automatique neuronale.

Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : L'honorable Joël Lightbound, C.P., député

Administrateur général : Arianne Reza

Portefeuille ministériel : Transformation du gouvernement, Travaux publics et Approvisionnement

Instruments habilitants : La [Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux](#) établit le ministère des Services publics et de l'Approvisionnement Canada.

Année d'incorporation ou de création : 1841

Autres : Le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a des responsabilités en vertu de 19 autres lois. Les plus importantes sont les suivantes :

- [Loi sur Services partagés Canada](#)
- [Loi sur la capitale nationale](#)
- [Loi sur la Société canadienne des postes](#)
- [Loi sur l'expropriation](#)
- [Loi sur la production de défense](#)
- [Loi sur l'administration des biens saisis](#)
- [Loi sur les biens de surplus de la Couronne](#)
- [Loi sur la gestion des finances publiques](#)

Coordonnées de l'organisation

Adresse postale

Services publics et Approvisionnement Canada
11, rue Laurier, Portage III, Place du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Courriel :

questions@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Sites Web : Pour de plus amples renseignements sur les programmes et les services de SPAC, veuillez communiquer avec nous par l'entremise de la page [Demandes de renseignements généraux](#) de notre site Web.

Vous pouvez suivre SPAC sur [Facebook](#), [LinkedIn](#), [X \(Twitter\)](#), [Instagram](#) et [YouTube](#).

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous se trouvent sur le site Web de SPAC :

- [Détails sur les programmes de paiements de transfert](#)
- [Analyse comparative entre les sexes plus](#)

Des renseignements sur la [Stratégie ministérielle de développement durable](#) de SPAC sont disponibles sur le site Web du Ministère.

Dépenses fiscales fédérales

Le plan ministériel de SPAC ne comprend pas de renseignements sur les dépenses fiscales.

Les mesures fiscales relèvent du ministre des Finances. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût des dépenses fiscales fédérales dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#).

Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes des dépenses fédérales connexes, ainsi que sur les évaluations fiscales, les rapports de recherche et les analyses comparatives entre les sexes plus.

Définitions

analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (gender-based analysis plus [GBA Plus])

Outil analytique servant à faciliter l'élaboration de politiques, de programmes et d'autres initiatives adaptés et inclusifs. L'ACS Plus est un processus qui consiste à déterminer qui est touché par la problématique ou par les possibilités envisagées dans le cadre de l'initiative, à déterminer comment l'initiative pourrait être adaptée pour répondre aux divers besoins des personnes les plus touchées, à prévoir les obstacles qui empêchent d'accéder à l'initiative ou d'en bénéficier et à les atténuer. L'ACS Plus est une analyse intersectionnelle qui va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour tenir compte d'autres facteurs, comme l'âge, le handicap, l'éducation, l'ethnicité, le statut économique, la géographie, la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre qui comprend les responsabilités essentielles du ministère, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

cible (target)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (non budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le Budget principal des dépenses.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Entreprise autochtone

Tel que défini sur le [site Web de Services aux Autochtones Canada](#), conformément à l'engagement du gouvernement du Canada selon lequel un objectif minimum obligatoire de 5 % de la valeur totale des marchés est attribué chaque année aux entreprises autochtones.

équivalent temps plein (full time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail assignées et les heures normales de travail prévues. Les heures normales sont établies dans les conventions collectives.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (Departmental Plan)

Document énonçant les priorités, les programmes, les résultats attendus et les ressources connexes requises d'un ministère sur une période de trois ans qui commence à l'exercice indiqué dans le titre du document. Les plans ministériels sont présentés au Parlement chaque printemps.

priorités pangouvernementales (government-wide priorities)

Aux fins du Plan ministériel 2025 à 2026, les priorités pangouvernementales sont les thèmes généraux décrivant le programme du gouvernement dans le dernier discours du Trône.

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Présentation d'information sur le rendement réel d'un ministère au cours d'un exercice par rapport à ses plans, priorités et résultats attendus énoncés dans son plan ministériel pour cet exercice. Les rapports sur les résultats ministériels sont présentés au Parlement chaque automne.

rendement (performance)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

répertoire des programmes (program inventory)

Compilation de l'ensemble des programmes d'un ministère qui décrit la manière dont les ressources sont organisées pour s'acquitter des responsabilités essentielles du ministère et atteindre ses résultats prévus.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

résultat (result)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

résultat ministériel (departmental result)

Changement qu'un ministère cherche à influencer. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats du niveau des programmes. Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.